ISSN 0024-7650

Sri Lanka : une poudrière mise en place par le colonialisme

p. 8 et 9

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 792 - 6 août 1983 - prix : 6 F

Tchad : intervention française et américaine

p 3

DOLLARS, FRANCS, LIVRES OU MARKS...

LA CRISE EST CELLE DU CAPITAL

• Chômage : paroles paroles !

p 10

• On s'arme contre les voleurs et on tue des enfants

p 4

M 6189 - 792 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 5 :
— La hausse du dollar, baromètre de la spéculation.
— Spéculations tous azimuts.
— Haro sur les petits épargnants.

Pages 8 et 9 :
— Massacre au Sri Lanka : une poudrière mise en place par le colonialisme.
• Le régime profite des émeutes raciales pour s'attaquer aux opposants de gauche.
• Les Tamouls « indiens » : la fraction la plus exploitée.
• L'héritage empoisonné du colonialisme.

En France

Page 4 :
— On s'arme contre les voleurs... et c'est les gosses qu'on tue.

Page 10 :
— Croisade contre le chômage : encore des bavardages, mais rien de nouveau.

Page 11 :
— A Levallois, le maire RPR en guerre contre les syndicats.
— Banques : gouvernement et banquiers veulent revenir sur les week-ends.

Pages 12 et 13 :
— Dans les entreprises : Peugeot-Lille ; Figecrème (Nantes) ; Unilever (Haubourdin) ; Delsey (Montdidier).

Culture

Pages 14 et 15 :
— Livres : *Tchao Pantin,* d'Alain Page ; *Le journal de Harvey,* de Jean Hamburger.
— Film : *Dieu me savonne,* de Jamis Uys.
— Sélection cinéma.

SUR LA ROUTE DES VACANCES, LES CARAVANES DE LUTTE OUVRIÈRE

En pages 6 et 7, vous trouverez l'itinéraire des caravanes de Lutte Ouvrière durant le mois d'août, ainsi que des témoignages recueillis sur leur passage.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Les Marchés de France

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

BRESIL

2 000 femmes affamées assiègent une ville

Au Brésil, dans l'Etat de Pernambouc, 2 000 femmes affamées ont envahi jeudi soir la localité d'Agnas Belas, à quatre cents kilomètres de la grande ville de Recife, à la recherche de nourriture et de travail. Déclenchant la panique, elles ont pénétré de force dans l'unique hôpital de la ville, dans l'enceinte duquel se trouvaient des camions de vivres.

Les policiers locaux, débordés, ont été contraints de leur distribuer de la nourriture.

Le Nordeste est l'une des régions les plus déshéritées du Brésil. La sécheresse, qui sévit depuis maintenant cinq ans, a pratiquement détruit l'agriculture, réduisant au chômage et à la famine des centaines de milliers de travailleurs agricoles.

Dans cette région du monde qui souffre de la sécheresse, mais encore plus de la rapacité des grands propriétaires terriens, les pauvres en sont réduits à affronter les autorités au risque de leur vie pour obtenir une bouchée de pain.

Dans le même temps, on apprenait deux nouvelles : la récolte de blé de 1981 et 1982 aux Etats-Unis a été tellement mirifique que, malgré le tonnage record de neuf à douze millions de tonnes par an qui sera vendu à l'URSS, les excédents ne seront résorbés qu'après des années.

D'autre part, la Communauté Economique Européenne s'apprêterait à taxer les usines à lait, c'est-à-dire les grosses fermes industrielles productrices de lait, car les excédents de lait en poudre et les véritables montagnes de beurre ont, aux dires de la Commission européenne, un coût de stockage trop élevé.

La sécheresse est une fatalité, une calamité naturelle, mais le système de production et de distribution, lui, est un fléau social dû à la société capitaliste qu'il est grand temps d'extirper de la surface de la planète.

Avec la droite, on connaît la chanson

Le Parti Républicain (celui de Giscard) organise son habituel cirque estival baptisé *« Eté républicain »*. Avec la participation de l'inévitable Gérard Lenorman, un habitué, auteur de l'audacieuse chanson : *On a volé la rose* (comme s'il ne pouvait s'en acheter une autre !).

Le secrétaire général du PR, François Léotard, estime d'ailleurs que *« Gérard* (Lenorman) *est cent fois plus efficace que tous les discours ».*

Il ne reste donc plus à Léotard qu'à se reconvertir dans la chanson. Ce qui sera tout à fait dans la tradition giscardienne : un refrain à la mode, il y a quelques années, ne clamait-il pas *« Giscard, du pognon, pas d'accordéon »*?

Radios libres :

Finie la liberté...

Le « nettoyage » des radios libres, comme dit le gouvernement, est commencé. Deux responsables de radios (*Jet* et *Mouvance*) ont été convoqués à la police judiciaire. Leur tort : continuer à émettre en infraction avec les attributions accordées par la Haute autorité de la communication. Seize autres plaintes ont été déposées par TDF contre d'autres radios libres.

Les animateurs de radio ne seront pas dépaysés. Ils se souviendront d'un temps pas si lointain où ils menaient combat aux côtés de certains dirigeants socialistes...

Ticket chic, ticket cher

Surprise pour les usagers des transports de la région parisienne qui ont l'habitude d'acheter leur coupon de Carte Orange mensuel en avance, à la fin du mois précédent : fin juillet, c'était impossible. Explication : la RATP a attendu les derniers jours pour annoncer qu'à compter du 1er août, ce serait, en moyenne, 8 % plus cher.

C'est comme sous Giscard, les mauvais coups, c'est pour l'été. Le changement, c'est qu'on ne les annonce même plus en avance. En revanche, ce qui ne change guère, ce sont les attentes sur les quais de métro et aux arrêts de bus. Service d'été, service léger !

ITALIE :

Secrets militaires en vente libre

Sous le titre : *« Ce que les Russes savent déjà et que les Italiens ne doivent pas savoir »*, le Parti Radical italien a édité un petit livre dont le prix est nettement plus dissuasif que la force de frappe de ce pays : 250 F.

On y apprend qu'en plus de la VIe Flotte américaine stationnée à Livourne, l'Italie du nord sert de plate-forme de départ à 1 166 têtes nucléaires, certaines devant être transportées par des fusées américaines et d'autres par des avions italiens.

Mais si le pacifisme du Parti Radical l'a conduit à mettre les secrets de polichinelle militaires en vente dans les kiosques à journaux, il ne l'empêche pas d'être en même temps nationaliste et de ne s'en prendre qu'à la présence militaire américaine dans la péninsule.

Bien sûr, l'armée italienne n'est pas celle des Etats-Unis, mais leurs marchands de canons italiens, eux, restent dans la course : ils sont dans le peloton de tête des exportateurs d'armes.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

FRANCS, DOLLARS, LIVRES OU MARKS

La crise est celle du capital

LE dollar monte. Il monte toujours. De plus en plus. Ou, si l'on veut, le franc, le mark, la lire, la livre sterling, la peseta baissent toujours, et de plus en plus, par rapport au dollar.

Et la plupart des gouvernements d'Europe, le nôtre en premier, présentent cela comme la cause de la crise. Si tout va mal, c'est la faute au dollar ! Et si le dollar en est là, c'est que le gouvernement américain n'est pas gentil ! Voilà une explication bien commode vis-à-vis des classes populaires mais qui n'explique pas pourquoi il y a de telles fluctuations sur les monnaies, ni pourquoi elles sont capables de paralyser l'économie des pays les plus riches.

Car les usines sont toujours là, mais elles ferment. Les travailleurs sont toujours là, mais ils sont au chômage. Les consommateurs sont toujours là, mais ils ont de moins en moins d'argent pour acheter. Les besoins en tout, en hôpitaux, en stades, en logements décents sont toujours là, mais ils sont de moins en moins bien satisfaits.

Alors qu'est-ce qui manque ? Mais l'argent, bien sûr ! L'argent pour faire fonctionner le tout, pour faire circuler les marchandises, pour payer les travailleurs.

Parce que, voyez-vous, dans cette société, il ne suffit pas qu'il y ait des usines pour produire, des travailleurs pour travailler et des consommateurs pour consommer. Il faut de l'argent pour que la machine marche. Or de l'argent, il n'y en a plus, paraît-il.

Il est parti de France, d'Allemagne, dé Hollande, attiré vers les USA, parce que là-bas on emprunte beaucoup et qu'il peut rapporter beaucoup d'intérêts. Pour cela il se transforme en dollars. Et comme il y a beaucoup de demande de dollars, le dollar monte et le franc, le mark, la lire baissent.

Alors, aux USA, on devrait bien vivre ? Eh bien non ! Il y a autant de chômage qu'en Europe. Et de plus en plus de misère.

Il faut dire aussi que ce ne sont pas les travailleurs français, allemands, ou italiens, ni les travailleurs immigrés dans ces pays-là — et qui viennent d'Afrique, d'Asie ou d'ailleurs — qui vont prêter leur argent aux USA. Et ce ne sont pas non plus les travailleurs américains, yankees, portoricains et noirs vivant aux USA, qui empruntent cet argent. Eux, ils n'en voient pas la couleur. Car c'est la crise là-bas aussi, parce que, entre autres, le dollar étant cher, les produits étrangers font plus facilement concurrence aux produits américains.

Mais justement là-bas, comme ici, ce n'est pas la crise pour tout le monde. Car ce n'est pas la crise pour les capitalistes français, allemands, anglais qui exportent des capitaux aux USA plutôt que de faire tourner la machine économique en Europe. Leur argent continue à leur rapporter. Ils se disent que si la crise s'aggrave, leurs investissements se dévalueront moins vite aux USA qu'en Europe. Alors ils envoient leurs capitaux au sec dans le pays qui sera inondé le dernier. Et tant pis si cela, justement, aggrave et accélère la crise : que le monde entier crève, pourvu qu'ils fassent des profits six mois de plus.

Alors, on nous dit qu'il n'y a rien à faire contre cela et que c'est l'économie qui veut cela.

Nous, on penserait plutôt qu'il y aurait sûrement une autre façon de faire fonctionner l'économie qu'avec un système qui ne marche que quand une minorité le veut bien.

Nous, en France, nous avons un gouvernement socialiste qui dit qu'il n'y a rien d'autre à faire que de donner, sur le dos des travailleurs, des avantages aux capitalistes afin de les inciter à laisser ici leurs capitaux. Mais ils prennent les avantages et les capitaux partent quand même, comme ils partent aussi d'Allemagne, d'Angleterre ou d'Italie.

Alors oui, il n'y a rien à faire, il n'y a pas de solution. Tant qu'on ne sera pas décidé à prendre l'argent aux banquiers, aux capitalistes, aux trusts, à tous ceux qui le détiennent, afin de faire tourner l'économie sans eux. Car si l'argent est encore nécessaire, eux ne servent à rien d'autre qu'à provoquer la crise.

Mais pour cela, ce n'était pas nécessaire de changer de gouvernement. Un bon coup de colère de la part de tous ceux qui ne sont pour rien dans la crise, car ce n'est pas eux qui achètent des dollars, serait bien plus efficace.

Arlette LAGUILLER

TCHAD

L'impérialisme français et l'impérialisme américain garantissent leurs intérêts

Livraisons de missiles portatifs anti-aériens accompagnés de quatre conseillers américains, mobilisation de la VIe flotte US au large des côtes libyennes, livraison accélérée de deux avions-radars AWACS à l'Egypte, déclarations soviétiques contre « les ingérences impérialistes », inconstestablement le conflit tchadien dépasse les simples frontières du pays.

Une internationalisation dont le gouvernement français se serait d'ailleurs bien passé si l'on en croit la thèse gouvernementale telle que la présente Charles Hernu, le ministre de la Défense, qui insiste sur l'aspect « guerre civile », même s'il reconnaît hypocritement « *qu'elle a, certes, des implications extérieures* ».

Officiellement donc, la France de Mitterrand n'intervient pas au Tchad. Elle se contente d'apporter son soutien à un « gouvernement légal » allié. Les Français qui combattent dans les rangs d'Hissène Habré ne sont que des « mercenaires ». Et les instructeurs envoyés pour apprendre aux Tchadiens à se servir des armes françaises ne sont que des « civils ». Quant aux parachutistes zaïrois qui interviennent, eux, ouvertement sur le terrain, ils ne sont évidemment pas français. Là, pas de doute. On oublie simplement de préciser que le gouvernement zaïrois n'a pas grand-chose à refuser aux gouvernements français et américain. Et que ce sont précisément des Français qui entraînent les parachutistes zaïrois.

Cette intervention réelle et massive, tant du gouvernement français que du gouvernement américain, ne signifie pas pour autant que ces deux gouvernements agissent de gaité de cœur. Il est certain que l'un et l'autre auraient bien préféré ne pas se trouver dans un nouveau guêpier.

En effet, dans la situation instable que connaissent tous les Etats africains, tout conflit supplémentaire représente un nouvel abcès dont les conséquences destabilisatrices sont imprévisibles et dont les puissances impérialistes qui contrôlent ces régions se passeraient bien.

Mais le problème est que les Etats impérialistes ont dans ces régions des intérêts à défendre. Ils y ont des capitaux, des relations commerciales, des intérêts économiques de toutes sortes. Et la défense de ces intérêts exige la mise en place et le soutien de dictatures militaires susceptibles de maintenir l'ordre au profit des capitalistes et aux dépens des populations locales.

Le problème, au Tchad, est que les « seigneurs de guerre » locaux qui prétendent remplir cette tâche sont au moins deux : Hissène Habré et Goukouni Oueddeï. Depuis de nombreuses années, ils s'affrontent et se succèdent au pouvoir. L'un et l'autre mettent en place des régimes aussi dictatoriaux l'un que l'autre et soutenus successivement par le gouvernement français. Aujourd'hui, leur rivalité a pris l'allure, une fois de plus, d'un conflit ouvert. Une situation que les gouvernements impérialistes, encore une fois, n'ont pas souhaitée. Mais ils ne peuvent s'en détourner s'ils veulent — et ils le veulent ! — continuer à garantir leurs intérêts dans la région.

Une situation qui les contraint, dans la mesure où aucun dictateur local ne s'avère capable de régler les problèmes « de l'intérieur », et où l'un des deux camps est soutenu par la Libye avec laquelle ni la France ni les Etats-Unis n'entretiennent de bonnes relations, à mettre de plus en plus la main à la pâte. Au début, il n'était question que d'une aide financière, puis est venue l'aide en matériel militaire de plus en plus conséquent et moderne, et on en est aujourd'hui aux conseillers et autres instructeurs... en attendant peut-être une intervention directe.

Qui de Hissène Habré ou de Goukouni Oueddeï l'emportera, il est difficile de le dire, même si l'aide massive de la France et des Etats-Unis peuvent faire pencher la balance en faveur du premier. Mais quel que soit le vainqueur, le résultat sera le même pour la population tchadienne. C'est elle qui paye dès aujourd'hui de son sang un conflit que les armements sophistiqués rendent chaque jour plus meurtrier. Et c'est elle qui payera encore de son sang la dictature qui sortira du conflit...

Alain MARQUET

On s'arme contre les voleurs ... et c'est les gosses qu'on tue

Dimanche 31 juillet, deux enfants de la cité de La Courtille à Saint-Denis, (Seine-Saint-Denis) étaient blessés à coups de carabine par un voisin irascible, ajoutant leur nom à la liste de victimes d'incidents qui se sont succédé à une cadence impressionnante depuis le 9 juillet, jour où le petit Toufik fut tué dans la cité des 4 000 à La Courneuve. Mercredi 19 juillet, à Grenoble, Ahmed, 17 ans, meurt d'une balle tirée par un voisin excédé par les bruits de mobylettes au pied de son immeuble ; jeudi 29 juillet, cité des Francs-Moisins, à Saint-Denis toujours, Salah, 8 ans, est grièvement blessé par un tireur qui serait un jeune de 15 ans.

A cette liste de faits divers, on pourrait ajouter d'autres cas semblables : l'assassinat, par un voisin, d'un Africain qui allait prendre sa douche dans la cour de l'immeuble, rue des Vignoles à Paris, ou bien encore les plombs de carabine qui ont légèrement atteint une femme dans le Gard, parce que son voisin jugeait qu'il y avait trop de bruit.

Pour tous ces incidents, parfois tragiques puisqu'il y a eu des morts, on a invoqué des causes diverses : la chaleur excessive, ajoutée à des conditions de logement habituellement pénibles, aurait fait perdre la tête à certains. Mais la folie qui se serait emparée de certains propriétaires de 22 long rifle ces derniers temps semble tout de même bien contagieuse.

Ainsi, parce qu'on est énervé, qu'il fait trop chaud, que les gosses font trop de bruit, on pourrait vider sa colère à coups de carabine ? Sur qui ? Sur d'autres, aussi pauvres, aussi malheureux, aussi peu responsables de la situation qui est faite à tous que celui qui tire. Des drames comme ceux-ci ne sont pas nouveaux ; ce qui l'est, par contre, c'est que le premier ait déclenché des imitations en série. A ces imitateurs, il a fallu que la télévision et les journaux donnent l'idée de se servir de leur arme.

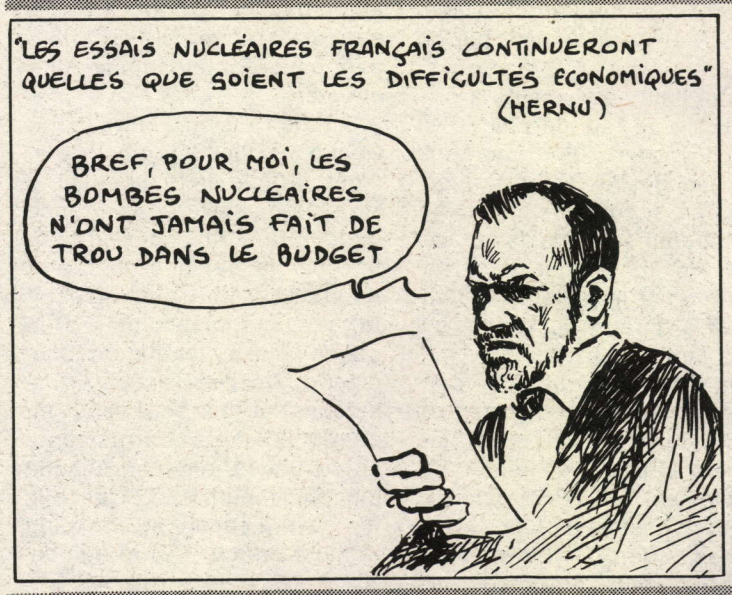
Il y a la crise, bien sûr, qui pèse en premier lieu sur les plus démunis, ceux qui justement peuplent les quartiers populaires ou les grands ensembles : des revenus amputés, la misère qui s'installe, les jeunes voués au chômage, voilà autant d'éléments qui assombrissent l'horizon. Mais face au mal social, on s'en prend au premier qui vous tombe sous la main. Lors des perquisitions effectuées à La Courneuve pour retrouver le meurtrier du petit Toufik, la police a découvert plusieurs dizaines d'armes à feu. On s'arme contre les voleurs... et puis ce sont les gosses qu'on tue, à cause d'un pétard ou d'une mobylette trop bruyante.

Il est tout de même paradoxal que dans ces concentrations humaines que sont les grands ensembles, certains se sentent isolés et sans autre recours que de transformer leur appartement en Fort Chabrol. Il suffirait pourtant de peu de choses pour établir une vie collective dans ces grandes cités. Mais dans la société actuelle, nulle part on n'apprend à vivre collectivement. La seule morale de référence, c'est l'individualisme, le chacun pour soi, l'absence de respect d'autrui. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, les grandes organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière pourraient jouer un rôle considérable si, pour complaire au pouvoir, elles ne se gardaient pas de faire quoi que ce soit qui puisse apprendre aux travailleurs à se passer de l'Etat, de la municipalité, des autorités en général, pour compter avant tout sur eux-mêmes, sur leur organisation et leur solidarité.

Après le meurtre de La Courneuve, Mitterrand a visité plusieurs cités de la banlieue parisienne et a annoncé que des mesures seraient prises pour améliorer l'urbanisme dans les secteurs les plus défavorisés. Mais ce ne sont probablement pas ces nouvelles promesses qui changeront le sort des habitants des quartiers populaires.

Hélène DURY

Cité des Francs-Moisins, à Saint-Denis. Là où Salah, 8 ans, a été grièvement blessé le jeudi 29 juillet.



DECRET SUR LES ARMES A FEU :
Un coup d'épée dans l'eau

Il a fallu cette série noire de meurtres dans divers grands ensembles pour qu'on découvre cette vérité : les foyers français sont armés jusqu'aux dents ! Bien qu'il soit impossible d'en connaître le nombre exact faute de recensement, on estime à 5 millions le nombre de ceux qui possèdent une arme à feu dans ce pays. Chaque année, il se vend un million d'exemplaires de ces dangereux joujoux.

Bien sûr, nombre de ces armes sont uniquement destinées à la chasse, mais il y a quand même toutes les autres, et les drames dont la presse a récemment parlé montrent que celles-là ne restent pas toujours au vestiaire. Rien qu'à La Courneuve, lorsque des perquisitions ont été opérées à la cité des 4 000 pour savoir d'où était parti le coup qui avait tué le petit Toufik, plusieurs dizaines d'armes ont été découvertes.

Le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, envisage un décret qui réglementerait plus sévèrement la vente des armes à feu. On ne touchera pas à la vente libre des fusils de chasse pour ne pas mécontenter les campagnes où les chasseurs sont nombreux, mais la vente des armes de calibre 22 long rifle et des carabines à répétition ou à chargeur de plus de dix coups serait soumise à autorisation préfectorale et ne serait autorisée qu'aux personnes « *apportant la preuve qu'elles ont absolument besoin d'une arme à domicile et qu'elles sont capables de maîtriser leurs nerfs* ».

Histoire de ne froisser personne, le ministre aurait, paraît-il, consulté les syndicats d'armuriers sur les incidences d'un tel décret sur leur commerce. Mais ces incidences, selon les intéressés, seraient minimes.

De ce fait, ce décret ne changera pas grand-chose. Ceux qui possèdent déjà un 22 long rifle échapperont probablement au contrôle, quant aux nouveaux candidats à l'obtention d'une carabine, qu'auront-ils de différent de certains auteurs des meurtres récents, comme cet honnête travailleur et bon père de famille qui a tué le petit Toufik à La Courneuve ? Il ne tient pas malheureusement à l'application d'un simple décret que certains individus s'abstiennent de vouloir la mort de leurs semblables. Et ce qu'ils ne feront pas avec un 22, ils le feront avec un fusil de chasse... ou un couteau de cuisine.

A ce jour, on n'a pas encore trouvé de décret efficace contre la démence individuelle ni contre la barbarie sociale.

Hélène DURY

Pas plus de délinquants chez les uns, mais beaucoup de menteurs chez les autres

Il est un préjugé qui a la vie dure, car il est bien commode à vrai dire, selon lequel les immigrés seraient tous des délinquants en puissance.

Dans son dossier spécial « immigrés » publié en janvier de cette année, *L'Express* rappelle, chiffres à l'appui, ce qu'il en est : « *Selon les statistiques de la police judiciaire (1980), 15 % des crimes et délits sont commis par ces gens venus d'ailleurs qui, pourtant, ne représentent que 9 % de la population française* ». Mais, ajoute l'article, ces chiffres doivent être considérés comme trompeurs car « *l'immense majorité des immigrés sont de sexe masculin, âgés de 18 à 30 ans, issus de milieux défavorisés, peu ou pas qualifiés, et d'un niveau d'études extrêmement bas : ces caractéristiques sont justement celles de la population délinquante française* ».

Ainsi il n'y a sans doute pas plus de délinquants chez les jeunes immigrés que chez les jeunes français issus des mêmes milieux, et peut-être même plutôt moins. Par contre, il y a vraiment beaucoup de menteurs chez les propagandistes du racisme, ouvert ou rampant.

La hausse du dollar, baromètre de la spéculation

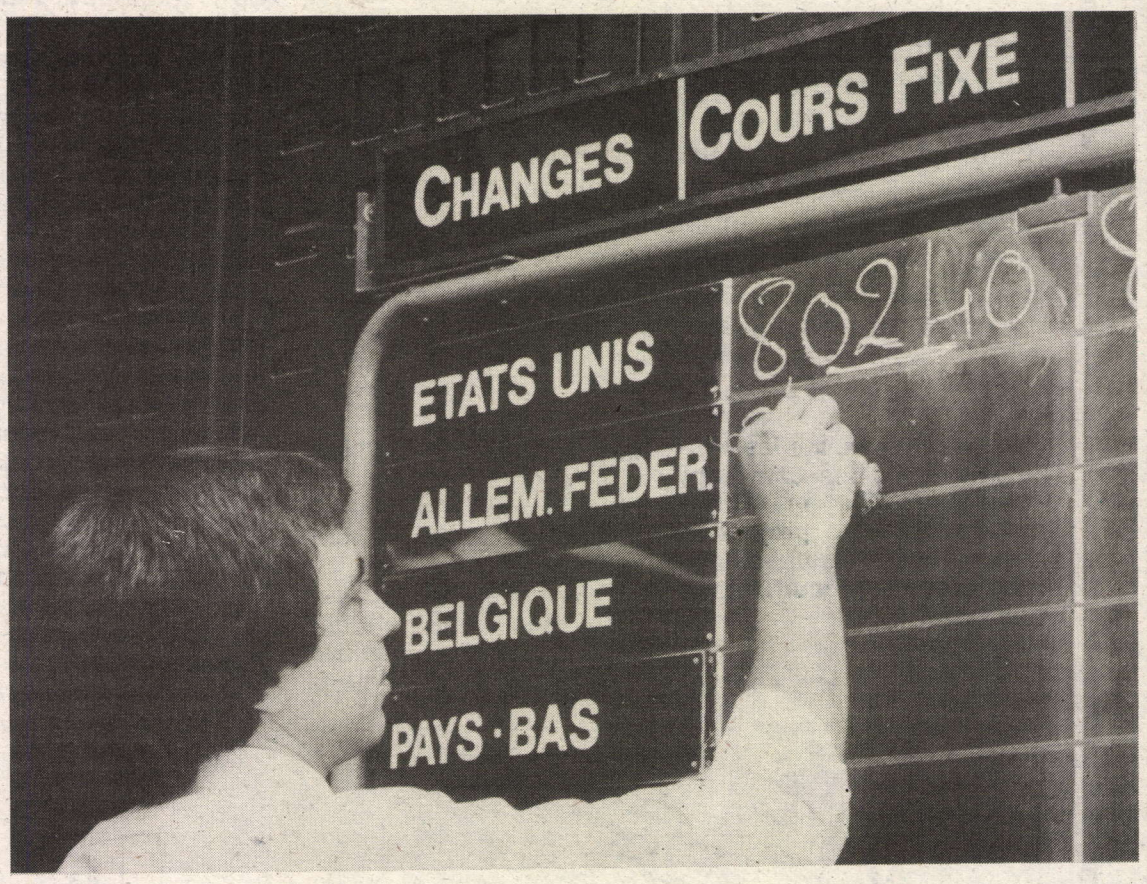
En dépassant la barre des huit francs, le dollar a atteint un record absolu face au franc. Il a de même atteint son niveau le plus élevé depuis neuf ans face au mark. Les banques centrales américaine, allemande, suisse et française ont eu beau intervenir massivement durant les premiers jours d'août en vendant pour plus d'un milliard de dollars sur leurs réserves, elles n'ont réussi qu'à freiner la hausse pour quelques jours.

Si le dollar monte, c'est, comme l'expliquait un banquier cité par la presse, parce que « *les gens qui n'ont pas de dollars en veulent et que ceux qui en ont ne veulent pas s'en dessaisir* ».

Tout le monde veut du dollar d'abord parce que, depuis le temps qu'il monte, tous les financiers espèrent bien qu'il ne va pas s'arrêter en si bon chemin, et donc que les capitaux qu'ils auront convertis en dollars vont continuer à faire des petits par le seul jeu de la hausse de la monnaie américaine. Cela seul suffit à alimenter la hausse du dollar puisque plus il monte, plus les financiers en veulent, et plus les financiers en veulent, plus il monte...

Mais en plus, les possesseurs de capitaux disponibles ont encore une autre raison de vouloir du dollar : quand ils « placent » de l'argent sur le marché du dollar, c'est-à-dire qu'ils le prêtent, sous diverses formes, à des institutions financières américaines, ils en tirent des intérêts alléchants (les fameux taux d'intérêts américains), et cela fait une deuxième bonne raison de vouloir du dollar. Au point, d'ailleurs, qu'à en croire les journalistes économiques, ce serait une simple petite phrase, émise par le grand argentier américain Paul Volcker, qui laissait supposer une possible remontée des taux d'intérêts américains, qui aurait provoqué la brusque fièvre sur le dollar de ces derniers temps !

Quant à l'Etat américain, se plaint-il d'un tel afflux de capitaux ? Bien au contraire ! Un sixième du déficit budgétaire américain est ainsi financé par de l'argent venu des quatre coins de la planète, reconnaissait il y a quelques mois le conseiller économique de Reagan, Feldstein.



Mais s'il y a afflux sur le dollar, et s'il monte si vite et depuis si longtemps, c'est aussi parce qu'il y a de plus en plus, de par le monde, des quantités colossales d'argent flottant que les banques et les grandes sociétés capitalistes préfèrent investir dans la spéculation plutôt que dans les investissements productifs qui, estiment-elles, ne leur rapportent pas toujours assez, ni assez rapidement.

Pierre VERNANT

Spéculations tous azimuts

Dans la plupart des grands pays industriels, la majorité des grandes entreprises n'investissent pas ou peu. D'abord parce que beaucoup estiment que la reprise des commandes n'est pas pour demain et donc que rien ne presse. Ensuite, et surtout, parce qu'en attendant, il existe des placements purement financiers qui rapportent beaucoup plus et sans grand risque.

Ainsi, une somme importante prêtée sur six mois sur le marché financier du franc (en France) ou sur le marché de l'euro-franc (à l'étranger) rapporte 16,5 % l'an environ. Deux fois plus que le taux d'inflation, et en toute sécurité ! Sans parler des prêts sur le marché du dollar qui, en plus des intérêts, rapportent un gain supplémentaire lié à la hausse du dollar.

LA BOURSE S'ENVOLE

La Bourse est, elle aussi, l'objet de spéculations intensives, et les cours s'envolent.

En France, le cours moyen des actions a augmenté de 30 % au cours des dix-huit derniers mois. Les actions des sociétés produisant des biens de consommation alimentaires ont même grimpé de 82 %, et celles des sociétés financières de 42 %.

Et il en va de même dans la plupart des autres pays. En Suisse, le marché boursier est au plus haut depuis dix ans. Les actions des sociétés de mécanique helvétiques ont grimpé de 32 % en... sept mois ! Celles de la chimie et des produits de consommation de 20 %. A la Bourse de Londres, l'indice du *Financial Times*, qui mesure l'évolution d'un ensemble d'actions sélectionnées, a fait un bond de 23 % au cours du premier semestre de cette année. En Allemagne, la plus grande banque du pays, la Deutsche Bank, a vu les transactions sur les actions de ses clients augmenter de 26 % en six mois.

Cette frénésie d'achat et cette envolée des cours ne traduisent pas pour autant une amélioration de la situation économique, qui reste stagnante. Ceux qui achètent ainsi des actions d'une société ne le font pas dans le but d'investir de l'argent dans l'économie. Leur but n'est pas de se contenter de toucher une part des profits que réalisera cette société dans la production. D'ailleurs, le montant des dividendes versés sur les actions reste faible. On achète des actions, pas pour les conserver, mais pour les revendre plus cher, c'est-à-dire dans un but purement spéculatif.

L'AMÉRIQUE, PARADIS DES SPÉCULATEURS

Mais c'est aux Etats-Unis, paradis capitaliste, que la spéculation boursière bat tous les records.

Selon le magazine *Fortune*, cinquante-trois capitalistes, propriétaires de gros paquets d'actions de sociétés cotées en bourse, se sont enrichis en un an chacun de plus de 100 millions de dollars (800 millions de francs !), et ceci par le simple jeu de la hausse des cours. Le record appartiendrait ainsi à un des co-fondateurs du groupe électronique Hewlett-Packard, qui a vu augmenter la valeur de son portefeuille de plus de 9 milliards de francs ! Et *Fortune* d'ajouter que, bien sûr, si l'on prenait en compte les actions détenues par les frères, sœurs et enfants de ce pauvre homme, le résultat serait bien supérieur...

Quant au record en pourcentage, il a été établi par une société du bâtiment du Michigan (un Etat américain qui figure parmi les recordmen du chômage) dont les actions ont grimpé de 556 % depuis août 1982. Gains pour le fondateur et le président de la société : respectivement 239 et 107 millions de dollars.

L'OMBRE DE 1929

Cette spéculation frénétique sur les actions ne peut que rappeler celle qui avait précédé la crise de 1929. Les capitalistes prétendent volontiers qu'ils ont beaucoup appris depuis, et sont devenus plus prudents. Cela reste à prouver.

Ainsi, aux Etats-Unis, un certain nombre de garde-fous avaient-ils été mis en place après le krach boursier de 1929, afin d'éviter pour l'avenir un gonflement trop brutal de la spéculation. Par exemple, pour empêcher une nouvelle floraison de petites banques sans assises solides mais spéculant sur des sommes démesurées sur tout le territoire américain, une loi avait été adoptée, le Glass Steagall Act, qui instituait un contrôle étroit sur le champ d'action des banques. Eh bien, aujourd'hui, sous la pression des banques avides d'étendre le champ de leurs activités, cette loi est en train d'être remise en cause, et se trouve, dans les faits, allégrement tournée.

PLUS C'EST GROS, PLUS C'EST CHER, MIEUX ÇA SE VEND

Les ventes actuelles d'automobiles, et celles qui sont prévues pour les mois à venir, ne sont dans l'ensemble pas trop brillantes.

Mais ce sont les voitures les plus grosses et les plus chères qui se vendent le mieux, aux Etats-Unis comme en Europe.

Jaguar a ainsi augmenté ses ventes de 42 % durant le premier trimestre de cette année par rapport à la période correspondante de 1982. Ses ventes ont augmenté de 73 % aux USA et elles ont doublé en Allemagne. D'ailleurs, dans ce pays, les deux constructeurs automobiles les plus prospères sont Mercedes et BMW dont les ventes ont augmenté de 23 % depuis le début de l'année.

Allons, malgré la crise et quoi qu'en dise le CNPF, quand on est riche, on reste riche...

HARO SUR LES PETITS EPARGNANTS

Le taux de rémunération des livrets de Caisse d'Epargne vient d'être abaissé de 8,5 % à 7,5 %. Quant aux banques, elles ne sont autorisées à rémunérer l'argent déposé sur un compte d'épargne qu'à 7,5 %. A moins que le dépôt n'excède la modique somme de... 500.000 F, auquel cas elles ont le droit de se montrer plus généreuses.

Autrement dit, désormais, les petits épargnants vont toucher moins que la hausse des prix en intérêts ; autant dire qu'ils vont perdre de l'argent.

Ce qui n'empêchera pas leur argent, qui est collecté par la Caisse des Dépôts et Consignations, de servir à financer des prêts à des grandes entreprises qui, à leur tour, pourront le prêter sur le marché financier, mais à des taux bien supérieurs à celui dont bénéficie le véritable propriétaire de l'argent, le petit épargnant..

Bref, comme dirait Delors, si après ça les petits épargnants ne sont pas contents, ils n'ont qu'à faire comme tout le monde et trouver 500.000 F pour les mettre sur un compte d'épargne...

Un Américain sur six est un pauvre !

Pendant que le dollar grimpe allégrement et que les spéculateurs affichent des bénéfices aussi insolents qu'exorbitants, un service gouvernemental américain révèle que près de 35 millions d'Américains vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit 15 % de la population. En un an, le nombre des pauvres aurait augmenté de 2 600 000. Ceux-là n'ont pas bénéficié de la hausse du dollar.

Sur la route des vacances

Les caravanes de Lutte Ouvrière

Pendant ce mois d'août, les caravanes de Lutte Ouvrière sont présentes dans la plupart des grandes régions touristiques. Alors, que vous soyez dans le Nord, la Provence, la Vendée, en Alsace, en Auvergne ou ailleurs, ne manquez pas de rendre visite aux militants de Lutte Ouvrière installés souvent sur l'une des places de leur ville-étape et vous les rencontrerez peut-être là où vous campez.

En tout cas, sur les marchés, dans les campings ou près du marabout planté pour la projection et le débat du soir, les discussions sont multiples et animées.

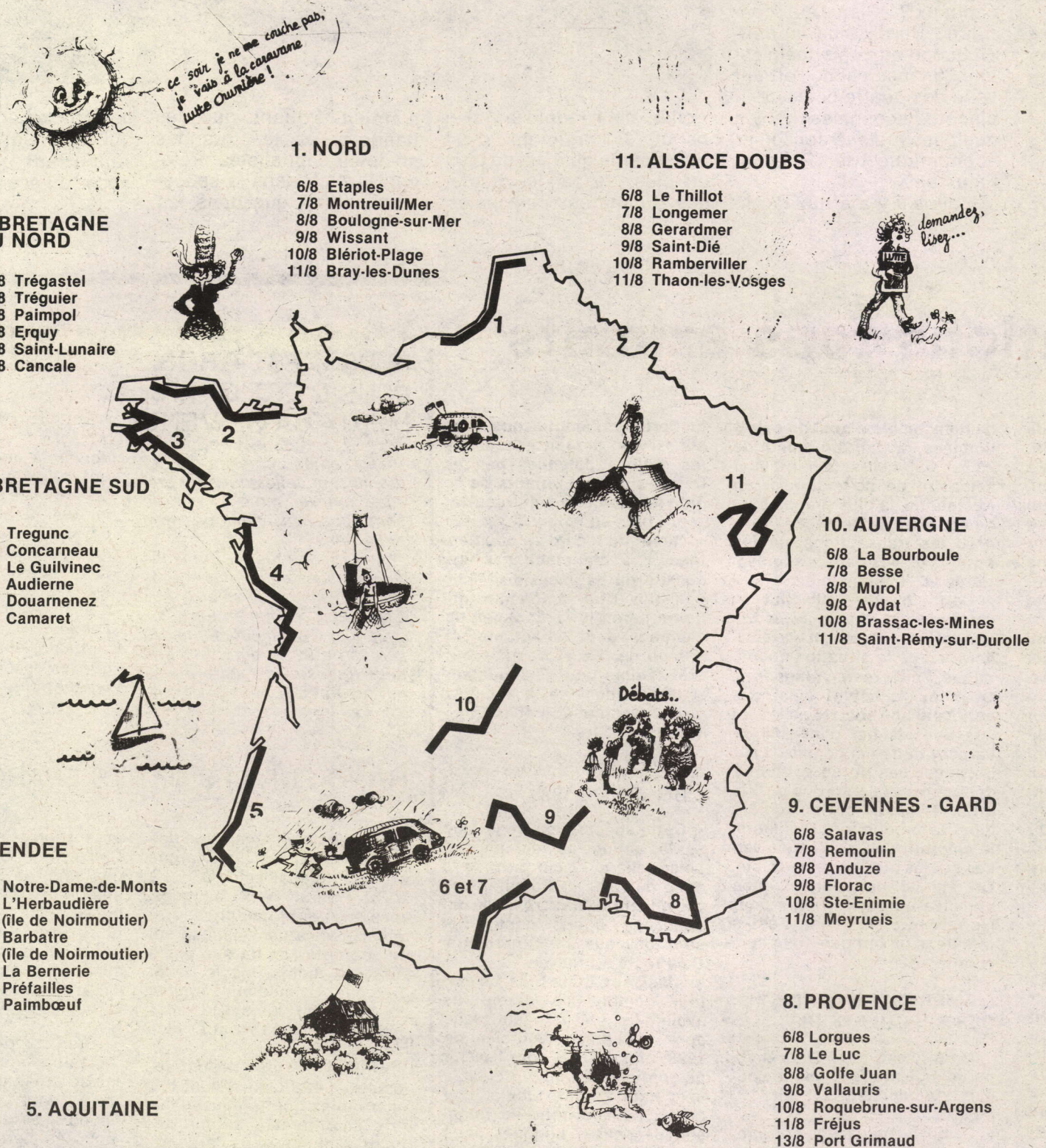
Bien sûr, il y a encore des travailleurs qui disent que le gouvernement fait ce qu'il doit faire. Mais la plupart ne croient désormais plus guère que le gouvernement veuille vraiment mener une politique conforme à leurs intérêts. Ils en ont gros sur le cœur de l'accumulation des mesures contre eux. Depuis le blocage des salaires de l'an dernier, il y a eu des plans d'austérité répétés, des attaques contre la Sécurité sociale. Et aujourd'hui, ils se rendent compte que tous ces sacrifices, qu'on leur présentait comme nécessaires en leur disant qu'ils serviraient à contenir le chômage, leur apparaissent inutiles puisqu'à la radio, à la télévision, les représentants du gouvernement ne cessent d'affirmer que des licenciements auront lieu dans les mois à venir. A commencer par le plan de licenciements prévu chez Talbot-Peugeot.

Alors, dans beaucoup de familles ouvrières, on s'attend à ce que le gouvernement continue sur sa lancée. Et parmi ceux qui ont le plus contribué à la victoire électorale de la gauche, parmi les militants ouvriers du Parti Communiste — et aussi ceux du Parti Socialiste — nombreux sont ceux qui disent que le gouvernement ne prend pas l'argent là où il faudrait et qu'il fait des choix qui ne vont pas dans le sens de l'intérêt des travailleurs et des petites gens, même si ces mêmes militants continuent en même temps d'affirmer qu'il y a eu du bon dans la politique de la gauche avec les augmentations du SMIC, avec la retraite à 60 ans, la semaine de 39 heures ou les lois Auroux. Mais ces mesures — dont il y a d'ailleurs beaucoup à discuter — cachent de moins en moins aux yeux de beaucoup le passif et le fait que l'avenir apparaisse gros de menaces pour les petites gens.

Alors quoi faire ? C'est bien sûr la question qui vient vite. Se défendre, c'est nécessaire, si l'on ne veut pas que cela continue ? Sûrement disent la plupart des militants ouvriers qui, bien que déçus, ne veulent pas baisser les bras. Pourtant aussitôt, ils expriment leur crainte de renforcer la droite. Mais, là aussi, beaucoup sentent aussi que la passivité des travailleurs, le fait qu'ils acceptent tout, renforce aussi la droite, qui se sent les mains libres, qui occupe la rue pour faire ses démonstrations. Car beaucoup sentent et savent que les hommes politiques de droite et avec eux les capitalistes, et tous ceux qui veulent voir les travailleurs payer la crise, n'aiment pas voir les travailleurs prendre le mors aux dents et ne pas se laisser faire.

Alors comment se faire entendre, comment se défendre, comment utiliser l'immense force que représentent les millions de travailleurs qui produisent toutes les richesses du pays ? Là encore, on en discute longtemps. Beaucoup expriment un découragement, avancent que trop de gens ne veulent rien faire, qu'il faut se méfier des luttes qui pourraient rester isolées. Mais au fil même de ces discussions, parce qu'elles sont nombreuses, répétées, tous les jours dans les campings, et tous les soirs, chacun se rend compte aussi qu'il y a peut-être quelque chose à faire et que les travailleurs, les militants ouvriers, sont nombreux à penser au fond d'eux-mêmes qu'il faut s'engager dans une autre direction que celle qui consiste à laisser faire.

Oh, bien sûr, entre tous ceux qui se trouvent ainsi réunis au hasard d'une discussion, il y a des avis bien différents sur de nombreux problèmes, mais la confrontation fraternelle montre bien qu'il va falloir tous ensemble nous rencontrer, débattre ensemble de ce qu'il est possible et souhaitable de faire, chacun avec ses moyens, sans doute, mais dans une perspective commune : celle d'empêcher que, dans les mois à venir, la classe ouvrière prenne des coups sans riposter pour le seul bénéfice de ses ennemis.



1. NORD

6/8 Etaples
7/8 Montreuil/Mer
8/8 Boulogne-sur-Mer
9/8 Wissant
10/8 Blériot-Plage
11/8 Bray-les-Dunes

2. BRETAGNE DU NORD

6/8 Trégastel
7/8 Tréguier
8/8 Paimpol
9/8 Erquy
10/8 Saint-Lunaire
11/8 Cancale

3. BRETAGNE SUD

6/8 Tregunc
7/8 Concarneau
8/8 Le Guilvinec
9/8 Audierne
10/8 Douarnenez
11/8 Camaret

4. VENDEE

6/8 Notre-Dame-de-Monts
7/8 L'Herbaudière (île de Noirmoutier)
8/8 Barbatre (île de Noirmoutier)
9/8 La Bernerie
10/8 Préfailles
11/8 Paimbœuf

5. AQUITAINE

6/8 Socoa
7/8 Hendaye
8/8 Hasparren
9/8 St-Jean-Pied-de-Port
10/8 St-Pé -sur-Nivelle
11/8 Ondres

6. LANGUEDOC 1

6/8 Narbonne
7/8 Narbonne-plage
8/8 Saint-Pierre-sur-Mer
9/8 Meze
10/8 Marseillan
11/8 Vic-La-Gardiole

7. LANGUEDOC 2

6/8 Canet
7/8 St-Laurent de la Salenque
8/8 Barcarès
9/8 La Franqui
10/8 Leucate-plage
11/8 Gruissan-plage

8. PROVENCE

6/8 Lorgues
7/8 Le Luc
8/8 Golfe Juan
9/8 Vallauris
10/8 Roquebrune-sur-Argens
11/8 Fréjus
13/8 Port Grimaud
14/8 Cogolin
15/8 Cavalaire
16/8 Bormes-les-Mimosas
17/8 La Capte
18/8 Pierrefeu
20/8 Solliès Pont
21/8 La Seyne-sur-Mer
22/8 La Ciotat
23/8 La Couronne
24/8 Port-St-Louis-du-Rhône
25/8 Salins-de-Giraud

9. CEVENNES - GARD

6/8 Salavas
7/8 Remoulin
8/8 Anduze
9/8 Florac
10/8 Ste-Enimie
11/8 Meyrueis

10. AUVERGNE

6/8 La Bourboule
7/8 Besse
8/8 Murol
9/8 Aydat
10/8 Brassac-les-Mines
11/8 Saint-Rémy-sur-Durolle

11. ALSACE DOUBS

6/8 Le Thillot
7/8 Longemer
8/8 Gerardmer
9/8 Saint-Dié
10/8 Ramberviller
11/8 Thaon-les-Vosges

Dans le Languedoc

Beaucoup de discussions autour du marabout s'engageaient sur la crise, et ses répercussions, même pendant les vacances. C'est ainsi qu'une famille du Nord expliquait : *« Oh, nous, la crise, on la ressent. Et pourtant, on a encore de la chance, on est deux à ramener une paye à la maison. Mais cette année, on a calculé, on ne pourra pas rester plus de deux semaines à Marseillan-plage. Et on ne fait pas des folies, on est en camping ! ».*

Un propriétaire de campings de Valras-plage raconte : *« D'habitude, à la même époque, dans mon camping, c'est noir de monde. Eh bien, aujourd'hui, j'accepte encore du monde, je n'ai même pas mis l'affichette « complet », et je ne suis pas le seul dans la région ».*

Le propriétaire d'un magasin de sacs, à Agde, sur le pas de sa porte, explique : *« Cette année, c'est le pompon. Moi, j'ai fait 40 % de moins sur mon chiffre d'affaires. En fait, compte tenu des augmentations de prix, j'ai dû vendre moitié moins. Et puis, ce n'est pas seulement sur les objets dits superflus que ça se voit. Le marchand de primeurs, à côté, l'an dernier, il y avait du monde partout : aujourd'hui, regardez, il n'y a vraiment pas foule ».*

Rencontre avec un cirque

A Léon, comme cela arrive fréquemment, la caravane Aquitaine était installée à côté d'un petit cirque coloré dont tous les artistes sont les membres d'une même famille : le père, la mère, les enfants. Et la discussion s'est bien vite engagée.

« *Comment vivez-vous ?*

— Nous nous déplaçons de patelin en patelin partout en France, du sud au nord. Les enfants changent d'école tous les jours. Ce n'est pas l'idéal, bien sûr. Surtout que c'est souvent qu'ils sont laissés au fond de la classe à dessiner.

Cela devient de plus en plus difficile pour nous parce que beaucoup de municipalités nous refusent l'autorisation de stationner ou bien nous donnent des emplacements très excentrés. Et puis, de plus en plus souvent, on nous impose des taxes d'installation. Parfois, même, c'est la même somme que pour de très grands cirques.

On dirait qu'il n'y a plus que l'argent qui compte, qu'il n'y a plus que cela.

Pourtant, on aime bien cette vie-là. Bien sûr, il y a des contraintes : les animaux à nourrir, les emplacements à prévoir. Mais elle nous permet de choisir où l'on veut aller, rejoindre la famille, d'être assez indépendant.

— *Avez-vous un bon accueil auprès du public ?*

— C'est variable, bien sûr, mais ces derniers temps, on sent que les gens hésitent à dépenser, qu'ils ont moins d'argent. Et même, ils sont déçus, ils n'ont plus le moral. »

Dans le bassin de Marennes-Oléron

Pour les travailleurs ostréicoles :

Les patrons en profitent

De passage dans le bassin de Marennes-Oléron où quasiment tout le monde travaille dans l'ostréiculture, nos camarades de la caravane Vendée ont recueilli le témoignage d'un ouvrier ostréicole qui a expliqué quelques aspects des problèmes de ces travailleurs : « *L'ostréiculture est la seule ressource de la région, ce qui fait que nous sommes obligés d'accepter les conditions de travail et de salaire imposées par les patrons.*

C'est toute l'année qu'il faut s'occuper de l'élevage des huîtres. Il y a des tout petits producteurs sans employés ou presque, il y a aussi beaucoup de moyennes entreprises employant une dizaine d'ouvriers, mais ce chiffre peut monter jusqu'à 30 ou 70, en décembre, au moment de la pleine saison. Enfin, il y a aussi de plus importantes entreprises.

Pour les ouvriers ostréicoles, il y a deux statuts. Soit nous sommes inscrits maritimes, ce qui garantit notre salaire toute l'année, soit nous sommes inscrits à la Caisse agricole. Pour tous, les salaires sont faibles : de 21,65 F de l'heure pour un manœuvre à 29,40 F pour un contremaître. Mais ceux qui sont inscrits à la Caisse agricole font souvent des horaires qui varient beaucoup et les patrons ne déclarent que très peu d'heures. Et là, il y a un gros problème pour certains d'entre nous. On peut travailler de 48 à 50 heures par semaine alors que le patron n'en déclare que 39 ou même bien moins. Quelquefois, même, il ne nous donne pas de feuille de paye. Et en cas d'accident du travail, les indemnités journalières sont beaucoup plus faibles que celles auxquelles on devrait avoir droit. Cela pose aussi un problème pour le calcul de la retraite. Mais les patrons emploient aussi des ouvriers occasionnellement, surtout des femmes. Ceux-ci parfois ne sont même pas déclarés. Ils n'ont rien en cas d'accident, et ce n'est pas rare. Les trois quarts des patrons utilisent ce système. Certains utilisent aussi des inscrits maritimes retraités qu'ils ne déclarent pas non plus.

Tout le monde sait tout cela, personne ne dit rien. De temps en temps, des inspecteurs du travail viennent de Saintes mais ils viennent contrôler les tout petits producteurs jamais les gros. Evidemment dans une commune de 2 000 habitants, on compte 200 chômeurs, alors, les patrons en profitent pour faire ce qu'ils veulent et trouvent toujours le moyen de faire face en offrant un emploi de quelques jours pour quelques billets ».

« LES DOSSIERS DU CANARD »

Les marchands du départ

Après 11 mois passés à travailler pour nourrir votre patron ou votre directeur, vous vous imaginiez peut-être que le douzième mois de l'année allait être le vôtre. Erreur, il n'appartient pas qu'à vous. Si vous faites partie des trente millions de Français qui sont partis, partent ou partiront en vacances en 1983 (contre 24 millions qui ne partent pas), vous êtes la matière première de l'industrie des vacances. Et cette industrie, qui se porte plutôt bien, a des dessous intéressants. Le dossier du *Canard enchaîné* sur l'industrie des vacances, intitulé *« Les marchands du départ »*, publié en juin, est donc tout à fait de circonstance. Vous pourrez le feuilleter sur la plage, sous la tente, ou dans votre charter. Vous vous rendrez compte que quels que soient vos revenus et votre façon de passer les vacances, votre cas est prévu quelque part, que partout vous êtes d'abord un client, et que vous n'avez cessé d'être un travailleur exploité que pour devenir un vacancier-consommateur encore exploité (ce qui vaut tout de même mieux bien sûr).

Le dossier du *Canard* ne révèle pas de scandales à proprement parler, sinon des scandales déjà anciens et qu'il rappelle au passage. Mais ce qui ressort de ces pages, c'est que c'est le capitalisme qui constitue le scandale et que, pour lui, il n'y a pas de vacances, qu'on n'est jamais tranquille nulle part, et qu'il n'y a vraiment que l'air et le soleil qui soient — jusqu'à quand ? — gratuits.

Le dossier du *Canard enchaîné* s'intéresse à peu près à tous les aspects de l'industrie des vacances : que ce soit Le Club Méditerranée et son Trigano de P-DG, les résidences secondaires, les Merlin et autres Ribourel-pieds-dans-l'or, les marchands de planches à voile, de maillots de bain, de produits pré ou post-solaires, que ce soient les bétonneurs de littoral, les perceurs de parcs nationaux, mais aussi le tourisme sacré des pélerins de Lourdes ou... de La Mecque, les gaullo-touristes de Colombey, les nostalgiques de la der-des-der ou de l'avant-der-des-der, qui visitent Verdun ou les plages du débarquement et qui, même rescapés de la guerre, se font arnaquer comme tout le monde. On y apprend aussi l'existence d'un tout nouveau tourisme nucléaire patroné par l'EDF ; c'est ainsi que 300 000 personnes ont visité des centrales atomiques en 1982, car la France est très riche en sites nucléaires et l'on peut voir ça *at home.*

Mais le gros morceau du dossier concerne les trois mille agences de voyage qui ont, en 1982, vendu leurs produits à trois millions de vacanciers. En cheville avec les agences, il y a une partie de l'hôtellerie et de la restauration, bien sûr, et surtout les compagnies aériennes qui se livrent à une guerre sans merci pour remplir leurs avions, charters ou autres, quitte à accorder des rabais énormes par rapport aux tarifs officiels, pour le plus grand bien du touriste, qui trouve au moins une fois un avantage quelque part.

On sait qu'à la suite de la limitation par Delors le 25 mars dernier du montant des devises que chaque Français pouvait apporter à l'étranger, et de l'instauration du contrôle des changes, les professionnels du tourisme ont manifesté. Air-Inter a même, selon le *Canard*, distribué des billets gratuits pour que le personnel des agences de province puisse venir grossir la manifestation parisienne ; c'est dire que certains intérêts sont liés.

Le gouvernement ayant cédé en grande partie, les agences ont presque les mains libres : on peut partir au Mexique pour 12 000 F en pension complète en n'ayant qu'une imputation de 1.750 F sur le carnet de change, il reste donc 1 250 F pour l'argent de poche et les cadeaux, sans compter les billets de 500 F dissimulés dans les chaussettes... Ni les touristes qui ont les moyens, ni les agences ne sont donc à plaindre. Ces dernières ont peut-être même acquis dans cette affaire une clientèle nouvelle, qui ne passait pas par eux d'habitude...

En tous cas, puisque partout on se fait plus ou moins exploiter, autant savoir par qui et comment. On se sent tout de même mieux lorsqu'on bronze intelligent !

André VICTOR

Les Dossiers du Canard : les marchands du départ — 97 pages — 20 F.

MASSACRE AU SRI LANKA : UNE POUDRIERE MISE EN PL

Plusieurs centaines de morts — peut-être même plus d'un millier si l'on en croit les chiffres donnés par certains correspondants de presse —, des dizaines de milliers de sans-abri, terrorisés, parqués dans des camps de réfugiés sous surveillance militaire, des milliers de maisons et de boutiques saccagées ou incendiées. Tel est le bilan provisoire pour la minorité tamoule du Sri Lanka (l'île de Ceylan) des émeutes qui ont éclaté dans ce pays le 24 juillet. Selon le quotidien anglais *Guardian*, la seule ville de Colombo, la capitale, compterait plus de 100 000 sans-abri sur les 162 000 Tamouls qui y vivaient avant les émeutes. Selon le même quotidien, 4 000 Tamouls de Colombo auraient déjà été déportés vers les provinces tamoules du nord de l'île *« pour leur sécurité »*.

A l'origine de cette flambée de violence, la mort de douze soldats cinghalais — l'ethnie majoritaire de l'île — tués dans une embuscade par un commando de Kotiya (les « Tigres », guérilleros séparatistes tamouls). Cela a suffi pour mettre le feu aux poudres : le 24 juillet, l'enterrement des douze soldats cinghalais s'est transformé en un vaste pogrome anti-tamoul auquel plus de 5 000 manifestants ont participé dans les rues de Colombo, pillant et incendiant magasins et habitations appartenant à des Tamouls et battant à mort tous ceux qui tentaient d'opposer une résistance. Dans les quarante-huit heures qui ont suivi, les violences se sont étendues à toute l'île. Dans les prisons de Colombo, 53 détenus politiques tamouls, dont plusieurs dirigeants d'organisations tamoules modérées, ont été assassinés à coups de barre de fer sous les yeux de leurs gardiens par des prisonniers de droit commun cinghalais. Dans le grand port de Trincomalee, ce sont des marins cinghalais qui ont pris d'assaut l'armurerie de la ville pour se livrer ensuite à un pogrome sanglant qui a duré vingt-quatre heures. Pendant ce temps, des fausses rumeurs de représailles de la part des commandos Kotiya se sont répandues, et les meurtres de Tamouls soupçonnés de prêter la main aux guérilleros se sont multipliés, tandis que des foules hystériques arrêtaient les véhicules sur les routes du pays pour en extraire les « terroristes tamouls ».

Quant à la police, cinghalaise dans son écrasante majorité, elle n'a rien fait pour s'opposer aux pogromes, quand elle n'y a pas elle-même participé comme l'ont rapporté certains témoins cités par la presse.

La violence des pogromes, et le nombre élevé des victimes — pour un petit pays qui ne compte que 15 millions d'habitants —, donne la mesure du fossé de haine qui s'était creusé entre les deux communautés tamoule et cinghalaise. Tout comme d'ailleurs le fait que ces pogromes ont connu des prolongements jusque dans les milieux immigrés des capitales européennes, à Paris notamment où il y a eu trois morts.

Même si l'on admet que certains, dans l'extrême-droite cinghalaise en particulier, ont pu se livrer à des provocations pour forcer les événements, un fossé de haine d'une pareille ampleur ne peut naître du jour au lendemain. Il a fallu des dizaines et des dizaines d'années d'humiliations ravalées et de rancœurs accumulées pour en arriver là.

A L'ORIGINE DES HAINES RACIALES : LE COLONIALISME ANGLAIS

La population du Sri Lanka est aujourd'hui composée de 20 % de Tamouls et de 80 % de Cinghalais. Ces derniers, originaires de l'Inde du nord, furent les premiers occupants de l'île, bientôt rejoints au Moyen Age par des colons tamouls, venus de l'actuelle région de Madras, au sud de l'Inde, qui s'établirent d'abord au nord et à l'est de l'île, où ils sont aujourd'hui encore majoritaires. Malgré les différences de langue et de religion (les uns sont bouddhistes et les autres hindouistes), la cohabitation des deux peuples se poursuivit sans trop de heurts, au point que bon nombre de Tamouls allèrent s'établir dans les zones cinghalaises sans rencontrer de problèmes d'intégration. Et, au moment de la colonisation britannique, une partie significative des Tamouls se trouvait intégrée à tous les niveaux de la société cinghalaise.

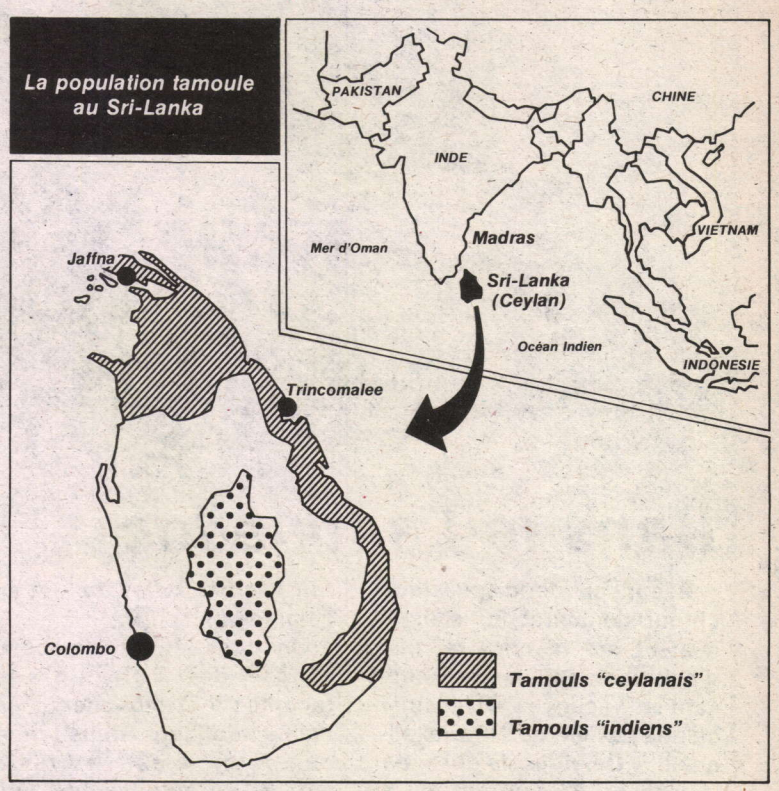
Les choses changèrent au XIX[e] siècle lorsque les compagnies anglaises transplantèrent à Ceylan des dizaines de milliers de Tamouls indiens, pour aller cultiver les plantations de thé et d'hévéas qui se trouvaient au centre de l'île. En même temps, usant d'une tactique déjà éprouvée dans le reste du sous-continent indien, les colonisateurs confièrent les charges administratives locales aux seuls membres de la minorité tamoule de souche ceylanaise. D'un côté, ils créaient de façon artificielle une couche d'ouvriers agricoles, perpétuellement vouée au chômage et à la misère — les Tamouls « indiens » comme on les appelle aujourd'hui, qui constituent encore la fraction la plus misérable de la population ceylanaise —, de l'autre, ils dressaient la majorité cinghalaise contre la minorité tamoule en octroyant quelques privilèges à une poignée de riches Tamouls.

LES POLITICIENS CEYLANAIS ATTISENT LE FEU

Aussi, lorsque les Britanniques octroyèrent l'indépendance au Sri Lanka en 1948, les rancœurs accumulées sous la colonisation se firent jour, et la majorité cinghalaise prit sa revanche. Dès 1949, le premier gouvernement UNP (Parti National Unifié) déchut les 500 000 Tamouls « indiens » des plantations du centre de leurs droits civiques, puis de la nationalité ceylanaise.

Depuis, les deux principaux partis du pays, l'UNP et le SLFP (Parti de la Liberté), ont rivalisé de démagogie, s'accusant l'un l'autre de mollesse à l'égard de la minorité tamoule, pour se gagner les faveurs des électeurs. Cette démagogie raciste a trouvé de plus un aliment et une justification dans le nationalisme ceylanais qui refuse la tutelle du géant indien tout proche et qui voit dans la minorité tamoule, et en particulier les Tamouls « indiens » des agents de l'influence indienne.

En 1972, un gouvernement soi-disant progressiste, constitué par une coalition du SLFP et de plusieurs formations d'extrême-gauche, dont le Parti Communiste Ceylanais, a même été jusqu'à signer un accord avec l'Inde qui prévoyait d'accorder la citoyenneté ceylanaise à quatre Tamouls « indiens » chaque fois que six autres choisiraient de quitter Ceylan pour s'installer en Inde. Inutile de dire que, parmi ces Tamouls pour la plupart installés à Ceylan depuis au moins trois générations, les volontaires n'ont pas été nombreux !



UNE SITUATION DEVENUE IRRÉVERSIBLE

Face à cet ostracisme, des revendications autonomistes se sont fait jour au sein de la minorité tamoule. Au point qu'aujourd'hui, la principale formation politique tamoule, le très modéré TULF (Front Unifié de Libération Tamoule) a inscrit dans son programme la revendication d'un Etat tamoul indépendant dans le nord de l'île. C'est également sur cette base que lutte le petit noyau des Kotiya qui, las d'attendre les résultats hypothétiques de la tactique électorale prônée par le TULF, ont choisi de recourir à la lutte armée, donnant du même coup de nouveaux arguments aux racistes anti-tamouls.

A force d'attiser les haines raciales, les politiciens ceylanais ont aggravé et enraciné la haine anti-tamoule héritée de l'époque coloniale. Et, la misère chronique de la population aidant, le pays a déjà connu, en 1958, en 1977 et en 1981, des vagues de violences raciales analogues à celle d'aujourd'hui. Ce qui vient de se produire montre à quel point le fossé continue à se creuser entre les deux communautés et rend l'avenir lourd de la menace de nouvelles explosions.

François ROULEAU

Des soldats dans les rues de Colombo pendant les émeutes contre la population tamoule. L'armée n'a pas fait grand-chose pour s'opposer aux pogromes de la semaine dernière.

...ACE PAR LE COLONIALISME

Le régime profite des émeutes raciales pour s'attaquer aux opposants de gauche

Tout en condamnant publiquement les violences anti-Tamoules, le gouvernement du président Jayewardene s'est déjà affirmé comme un adversaire résolu des revendications séparatistes de la minorité tamoule.

Déjà, avant les derniers événements, il avait promulgué une « *loi de prévention du terrorisme* », visant les guérilleros tamouls, qui autorisait la police à maintenir en détention pendant 18 mois sans procès toute personne suspecte d'avoir participé à un acte terroriste. Il y a quelque temps, un rapport d'Amnesty International avait dénoncé les tortures dont étaient victimes les prisonniers tamouls dans les locaux de la police et de l'armée. Pour avoir cité des extraits de ce rapport, deux journaux libéraux de langue tamoule ont été dissous.

Mais, depuis le déclenchement des émeutes raciales, les actes du gouvernement Jayewardene ont pris un autre tour, ne s'attaquant plus seulement aux formations d'opposition tamoules, mais à l'ensemble de l'opposition au régime.

Tout d'abord, le gouvernement doit faire adopter au Parlement ces jours-ci un texte faisant obligation à tout député de s'engager à respecter l'intégrité territoriale de l'île. Pour les 17 députés du TULF, ce texte signifie qu'ils n'auront plus que l'alternative de se démettre ou de renoncer à leur revendication d'un Etat tamoul indépendant. Ils ne s'y sont d'ailleurs pas trompés, puisque, selon le correspondant local du *Guardian*, ils sont tous passés d'ores et déjà à la clandestinité. Voilà donc le gouvernement Jayewardene débarrassé de ceux qui constituaient le plus important groupe parlementaire d'opposition.

Ensuite, après avoir instauré l'état de siège sous prétexte de rétablir la « paix civile », le gouvernement a instauré la censure préalable pour la presse, suspendant au passage plusieurs publications de gauche.

Enfin, il vient, au nom d'un prétendu « complot », d'interdire trois organisations d'extrême-gauche, dont le Parti Communiste Ceylanais et le JVP (Front de Libération du Peuple — organisation maoïsante qui fut à la tête d'une tentative de soulèvement paysan en 1971). Selon des journalistes britanniques qui sont parvenus à faire passer ces informations malgré la censure, 150 militants de ces organisations seraient déjà en prison.

Tout semble donc indiquer que le gouvernement de Jayewardene ait décidé de profiter de l'occasion pour affermir son pouvoir et en finir, au moins jusqu'à un certain point, avec les apparences démocratiques du régime ceylanais. Déjà, en se faisant plébisciter comme président de la République en 1982, Jayewardene avait choisi de porter un coup au système parlementaire à la mode anglaise qui existait dans le pays depuis l'indépendance. Aujoud'hui, en s'attaquant ouvertement aux organisations les plus marquées à gauche dans l'opposition ceylanaise, il franchit un nouveau pas dans le sens d'un durcissement du régime, durcissement qui traduit le fait que, face à une situation économique et sociale de plus en plus explosive, la démocratie même apparente est un luxe qui devient incompatible avec la défense des intérêts des possédants.

F.R.

LES TAMOULS « INDIENS » : LA FRACTION LA PLUS EXPLOITEE DE LA POPULATION

En 1971, lors du recensement, on comptait 1 424 000 Tamouls autochtones et 1 175 000 Tamouls immigrés.

Les Tamouls immigrés, appelés aussi Tamouls « indiens », sont les descendants des populations transplantées à partir de 1840, par les Anglais, du sud de l'Inde aux plantations de Ceylan. Après un voyage épuisant, souvent meurtrier, au travers de la jungle infestée par le paludisme, il furent à cette époque 70 000 par an à émigrer pour quelques roupies. Puis, la récolte finie, les trois quarts prenaient le chemin du retour, les autres étant morts sur place. Lorsque, vers 1880, la culture du thé, moins saisonnière, remplaça celle du café, ces Tamouls purent s'installer avec leur famille dans les plantations, véritables camps de travail forcé. Ce long calvaire a été transmis jusqu'à nos jours par une chanson populaire :

« J'ai perdu mon frère
mort à la peine
il repose là-bas
sous les buissons de thé ».

Tenus à l'ouvrage par un véritable esclavage pour dettes, ils se sédentarisèrent et Ceylan cessa d'en importer après la crise des années trente.

Même après la nationalisation des plantations, ces travailleurs sont les plus mal payés, seul le travail des femmes et des enfants leur permet de survivre. Sur les plantations, le régime des castes indiennes se perpétue et les travailleurs sont, en majorité, encore des « intouchables » relégués dans la servitude par les autres castes.

Après 1948, les immigrés devinrent des apatrides : entre 1949 et 1962, 130 000 « indiens » seulement obtinrent leur naturalisation et, à la fin de 1977, un peu plus de 300 000 personnes avaient quitté Ceylan. Aujourd'hui, il y a du chômage sur les plantations mais, encore plus, la peur des exactions des ultras cinghalais.

Le mouvement des indépendantistes tamouls, les Kotiya, lui, est né au sein de la communauté des Tamouls autochtones.

L'HERITAGE EMPOISONNE DU COLONIALISME

Lorsque Ceylan est devenu indépendant le 4 février 1948, il avait derrière lui quatre siècles et demi de colonialisme. Succédant aux Portugais débarqués au XVI^e siècle à la recherche de la cannelle, les Hollandais vont les remplacer en 1658 et la Compagnie des Indes Orientales exploitera l'île pour ses épices jusqu'en 1815, date de la conquête anglaise. Avec eux, l'économie monétaire va remplacer le troc, les cultures vivrières seront reléguées au second plan par les plantations, les voies de communications seront tracées pour acheminer les produits des plantations, une administration efficace mise en place, la malaria vaincue.

Après avoir développé la culture du cocotier, puis de l'hévéa et du café, l'économie de Ceylan reposa après 1870 sur le thé quand un parasite anéantit la presque totalité des caféiers. Aujourd'hui, le thé représente à lui seul 65 % des exportations de l'île.

L'indépendance n'a pu abolir l'héritage de la dépendance coloniale. Les ressources du pays, le niveau de vie de la population sont étroitement dépendants des fluctuations mondiales des cours de trois produits : le thé, le caoutchouc, le coprah. Or, le Sri Lanka est victime, comme les autres pays sous-développés, de la dégradation des termes de l'échange, les cours du thé, du caoutchouc, du coprah stagnent, alors que les prix des produits industriels ou du pétrole montent, et que le Sri Lanka doit acheter de grandes quantités de riz et de blé à l'étranger. Il en est résulté un endettement du pays, comblé par des emprunts qui mettent le Sri Lanka au bord de la banqueroute.

La nationalisation des plantations au cours des années 1970 n'a rien changé. Le marché mondial du thé est contrôlé par 4 ou 5 compagnies multinationales comme les groupes Liebig (par sa filiale Brookebond), Lyons-Tetley, Unilever (et sa filiale Lipton), Nestlé (associé à Twinings), etc. qui, par le volume de leurs achats, peuvent peser sur les prix et favoriser tel ou tel pays producteur, car ce sont eux qui assurent l'essentiel de la distribution dans les pays occidentaux.

La situation est moins dramatique pour le caoutchouc exporté vers les pays de l'Est et en particulier la Chine qui achète 50 % de la production en échange de riz.

une population réduite à la pauvreté

Le niveau de vie au Sri Lanka est extrêmement bas. Si la misère n'est pas celle des Indes, la pauvreté extrême est le lot de la grande masse de la population.

En 1981, les cueilleuses de thé travaillaient 10 heures par jour pour 135 F par mois. Un conducteur d'autobus gagnait le double environ et le revenu d'un médecin était d'environ dix fois celui des cueilleuses de thé. En 1979, alors qu'un instituteur en fin de carrière touchait 600 roupies — trois fois le salaire d'une cueilleuse de thé — une livre de riz se payait 1,80 roupie, un mètre de tissu 10 roupies, une chemise 40 roupies.

Rien d'étonnant à ce que l'alimentation absorbe jusqu'à 80 % du budget des classes pauvres. La consommation de lait reste l'une des plus faibles du monde. Jusqu'en automne 1977 continuait un système mis en place par les Anglais pendant la Deuxième Guerre mondiale, par lequel chaque chef de famille disposait d'une carte de rationnement lui permettant de bénéficier de riz et de sucre gratuits et à bas prix, système qui a permis d'éviter une malnutrition aussi effroyable qu'en Inde. Depuis, cette aide a été retirée à tous ceux qui gagnent plus de 300 roupies par mois et, en contrepartie, le gouvernement a promis une sorte d'allocation chômage de 50 roupies par mois.

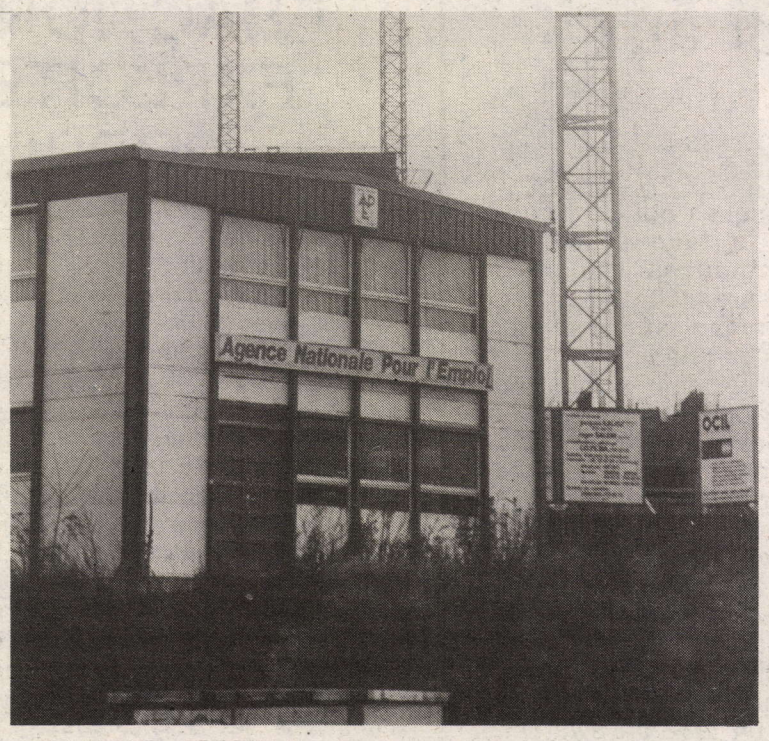
CROISADE CONTRE LE CHÔMAGE :

Encore des bavardages, mais rien de nouveau

D'ici fin août, le gouvernement a décidé de se lancer à l'assaut du chômage, du moins le dit-il, pour éviter qu'il progresse. Un certain nombre de mesures ont été évoquées par Mauroy dans une interview au *Quotidien de Paris,* le lundi 1er août, mesures qui ne verront pas le jour avant septembre, comme l'a confirmé le Conseil des ministres du 3 août. Pour le moment, donc, il ne s'agit que de « *simples orientations* »... qui vont dans un sens que l'on connaît déjà !

L'objectif, pour Mauroy, est de ne « *pas laisser filer le chômage comme on le laisse filer en Allemagne ou en Grande-Bretagne* ». Le gouvernement français aurait-il des idées de génie que ses voisins n'ont pas été assez clairvoyants pour trouver ? En fait, la solution avancée est simple : « *Certains de nos concitoyens devront sortir volontairement du marché de l'emploi* ». C'est-à-dire « *ceux qui sont au chômage depuis plus d'un an et âgés de plus de 55 ans* », ou « *ceux aussi qui ont travaillé « au lourd ». Arrivés à 55 ans, ils sont usés et méritent leur retraite* ». Que des personnes de plus de 55 ans au chômage ou ayant travaillé toute leur vie à des travaux pénibles se retrouvent à la retraite peut être une bonne chose, mais cela dépend tout de même des conditions qui leur seront proposées. Avant de juger cette mesure, il faudra attendre ses modalités concrètes d'application.

Le gouvernement aurait aussi décidé de s'attaquer au chômage chez les jeunes. Ceux entre 16 et 25 ans à la recherche d'un emploi (on en prévoit 160 000 supplémentaires minimum avant la fin de l'année) seraient mis en « formation-production ». Cette formation débouchera-t-elle sur un emploi ? On en doute quand on voit ce qu'ont donné tous les contrats-jeunes jusqu'à présent.



Sans cesse sur le chantier, le gouvernement remet son ouvrage...

Et puis, le gouvernement sort de nouveau de sa poche le travail à temps partiel, rebaptisé pour faire plus neuf « *temps choisi* ». C'est ce qu'il appelle « *mieux partager le travail* »... mais aussi la paye.

Et voilà on a fait le tour des mesures. Peut-être la mise à la retraite des chômeurs âgés permettra-t-elle de dégonfler les chiffres du chômage, sur le papier au moins. Et encore ! Il n'y croit pas lui-même puisque ses experts nous annoncent 100 000 chômeurs supplémentaires d'ici à la fin de l'année. Autrement dit, ces mesures ne serviront pas à diminuer le chômage, et les emplois qu'ils permettront de libérer ne fourniront pas, loin s'en faut, un nombre d'embauches équivalent. Et Mauroy nous en donne la raison dans la deuxième partie de son interview au *Quotidien de Paris* : « *Nous faisons tout pour obtenir la meilleure croissance dans cette période de crise. Nous allons remodeler notre appareil de production en sachant bien que nous sortirons de la crise complètement transformés* ». Mais « remodeler la production », n'est-ce pas ce que font les capitalistes depuis des années ? Ils restructurent, modernisent, rationalisent leurs usines en mettant des centaines de milliers de travailleurs au chômage. Alors, ils se préparent au soi-disant paradis de la reprise économique, mais pour eux, pour leurs profits. Et que leur dit en substance Mauroy aujourd'hui : continuez, dégraissez vos usines, les plus vieux travailleurs nous les prenons à notre charge pour que vous, vous soyez le plus performants possible. Et pendant ce temps-là, des travailleurs se retrouveront plus nombreux sur le pavé.

Alors, en fait, sous l'intitulé ronflant de lutte contre le chômage, les mesures dont parle Mauroy sont la continuation de la politique de rigueur dont il s'est une fois de plus déclaré partisan lors du Conseil des ministres du 3 août. Rien de plus !

Marie-Claude SOLAC

Faute de pouvoir lutter contre le chômage, on s'en prend aux chômeurs

Entre novembre 1982 et avril 1983, le ministère de l'Emploi a convoqué 380 000 chômeurs de « longue durée » (plus d'un an) à des entretiens approfondis censés porter remède au chômage.

80 000 personnes radiées des listes ANPE, voilà le résultat annoncé avec le plus d'éclat la semaine dernière, afin que nul ne l'ignore.

En réalité, quels sont les chiffres publiés de cette opération ?

Sur 380 000 personnes convoquées, 68 000 ne se sont pas présentées et 12 000 ont annoncé qu'elles venaient de trouver un emploi. Voilà pour les 80 000 radiés.

De source officielle, la proportion de cas de fraude est peu élevée puisqu'il n'en est dénombré que 500. Voilà qui fait justice des préjugés selon lesquels les statistiques seraient pleines de faux chômeurs. Par ailleurs 100 000 personnes ont été pourvues d'un stage ou plus rarement d'un emploi. Et là bien sûr, c'est très peu : si l'emploi est une solution, le stage en est rarement une car il ne débouche pas automatiquement, loin s'en faut, sur un emploi.

Restent les entretiens approfondis avec tous ceux qui atteignent des « seuils psychologiques » — 4 mois et 1 an de chômage — qui seront poursuivis. Mais là, on peut se demander si ces entretiens n'iront pas dans le sens d'une pression accrue sur les chômeurs pour leur faire accepter n'importe quel emploi.

Alors, offensive pour l'emploi ? Sûrement pas. C'est plutôt d'une offensive contre les chômeurs qu'il faut se méfier.

Des discours à la réalité

A en croire Mauroy, la lutte contre le chômage est donc une priorité du gouvernement. Il est au moins un domaine de l'activité économique où la volonté gouvernementale devrait pouvoir se manifester clairement, c'est le secteur public et semi-public, qui relève directement ou indirectement de l'Etat.

Or ce secteur, précisément, est responsable de près de 40 % des suppressions d'emplois depuis le lancement du plan de rigueur en mars dernier. C'est la CGT qui publie ces chiffres d'après ses propres recensements. Dans le détail, la centrale syndicale révèle que les sociétés publiques ou parapubliques sont responsables de 36 % des suppressions d'emplois dans la métallurgie, avec notamment les groupes Sacilor, Usinor, CGE, Pont-à-Mousson, PUK, RVI ; dans la chimie, le chiffre s'élève à 76 %, et concerne les sociétés PCUK, Elf, CFP et Rhône-Poulenc, entre autres ; il est de 70 % dans le textile et de 58 % dans l'industrie du verre.

Si les entreprises sous contrôle de l'Etat figurent en si bonne place dans les statistiques des suppressions d'emploi, c'est plutôt mal parti pour inciter l'ensemble du patronat à diminuer le nombre des chômeurs !

Quelques chiffres

— Le nombre de chômeurs officiellement recensés fin juin est de 2 038 100, dont :
- 48,9 % de femmes ;
- 38,5 % de jeunes ;
- 16 % de plus de 50 ans.

— Les offres d'emplois ont chuté de 26 % en juin.

— Il faut compter une moyenne de 213 jours pour retrouver un travail, pour ceux qui en retrouvent.

Dans notre courrier

Les petites économies de l'ANPE

Un de nos lecteurs de Brest, confronté au problème de la recherche d'un emploi, nous a informés sur une des mesures prises récemment par l'ANPE, bien révélatrice de la volonté du gouvernement de faire face à ce problème :

« Camarades,

Depuis le 1er mai, l'ANPE n'indemnise plus de manière générale les déplacements pour recherche d'emploi. Seules les offres placées par l'agence et sous réserve de certaines conditions laissées à l'appréciation du directeur peuvent donner droit à des indemnités. Autrement dit, mieux vaut compter sur soi-même que sur l'agence pour trouver un emploi. (Si vous ne pouvez pas vous payer vos déplacements, contentez-vous de pointer à l'ANPE, tel est le message du gouvernement).

Après la suppression de la prime de mobilité au mois de janvier, les limitations de droits, la baisse des prestations et de leur durée, le gouvernement a trouvé un moyen supplémentaire de faire retomber le poids de la crise sur le dos des travailleurs. Ce gouvernement qui se refuse à augmenter les impôts sur la fortune mais n'hésite pas à imposer des sacrifices aux plus démunis de sa propre population ne peut se prévaloir du socialisme. Il montre où vont ses intérêts et, camarades, l'on ne peut dire qu'ils soient proches des nôtres. Quant aux patrons, il ne faut pas compter sur eux pour pallier la défaillance de l'ANPE. Les « pauvres » croulent déjà sous les charges. Et puis, selon eux, les principaux demandeurs sont les chômeurs et non les patrons.

Après le dernier « train de mesures » pour l'emploi, le gouvernement montre clairement qu'il préfère vivre ***avec*** *le chômage que* ***contre,*** *malgré toute sa phraséologie socialiste. Mitterrand, votre politique est de droite, pro-patronale et n'a rien à voir avec le socialisme. Les travailleurs ne peuvent vous compter dans leurs rangs mais parmi ceux de leurs ennemis. J'espère que le jour où toute la classe ouvrière en prendra conscience est proche. »*

P.A. (Brest)

A LEVALLOIS :

Le maire RPR en guerre contre les syndicats

Le 28 juillet, les employés du Crédit Lyonnais, à Levallois, étaient appelés par la CGT et la CFDT à manifester à 11 heures devant la Bourse du travail de Levallois, avec les travailleurs d'autres entreprises de la localité.

Il s'agissait de protester contre la mesure décidée par le nouveau maire RPR de Levallois — Balkany — (élu en 1983 en remplacement d'un maire communiste) d'expulser les syndicats des locaux de la Bourse du travail.

C'est en effet par une lettre datée du 22 juillet 1983 adressée au secrétaire de la Commission administrative de la Bourse du travail que Balkany fait part de la décision du « bureau municipal » de transférer les services techniques de la mairie dans les locaux de la Bourse du travail pour permettre la « *réorganisation des services municipaux et leur réinstallation plus rationnelle* ».

Cette lettre reçue à la Bourse le 25 juillet 1983 intimait l'ordre aux syndicats de libérer les locaux dès la fin du mois de... juillet.

Mais 300 travailleurs dont de nombreux militants syndicaux des entreprises de Levallois ont manifesté de la Bourse du travail à la mairie de Levallois leur volonté de voir leurs organisations conserver la jouissance de ces locaux.

D'autant que la Bourse du travail, construite en 1961 (sous une municipalité de droite), voit depuis 1965 ses salles servir tant aux organisations syndicales qu'à des comités de locataires ou à des associations locales. Des permanences juridiques étaient assurées pour les travailleurs des petites entreprises de la région.

Cette Bourse du travail était mise bénévolement à la disposition des organisations syndicales et était gérée par une Commission administrative composée de représentants de la CGT, CFTC et du SNI. Une subvention municipale était aussi attribuée.

Tout cela ne plaît pas à Balkany qui se sert d'un prétexte grossier pour tenter de supprimer la Bourse du travail en tant que maison des syndicats.

Et le 3 août, à 4 heures du matin, une dizaine de nervis à la solde de la mairie ont délogé *manu militari* les 3 militants de la CGT qui occupaient symboliquement la Bourse.

Dans la matinée, les nervis de Balkany ont été à leur tour délogés par la police qui occupe la loge du gardien mais a permis aux syndicalistes de réintégrer les locaux.

Au Crédit Lyonnais Levallois, une affiche a été apposée au réfectoire le 3 août pour informer le personnel du coup de force de la nuit ; elle a été lue, plusieurs personnes rapportant que dans leur banlieue (Enghien, Suresnes), la municipalité de droite se conduisait de la même manière.

A Levallois, Balkany paraît prêt à aller jusqu'au bout. Pour le faire reculer les militants syndicaux devront rechercher la solidarité active des habitants et des travailleurs de Levallois.

Les UD CGT et CFDT appellent à un nouveau rassemblement devant la Bourse du travail jeudi 4 août, à 17 heures.

Le coq a bu la tasse

Ce devait être le défi du siècle, ce fut un beau naufrage... *France 3,* le voilier parti à grands coups de cocoricos à la conquête de la Coupe de l'America, a lamentablement échoué aux éliminatoires. Rien de bien grave ni de bien triste. Les quelques sociétés qui financent l'opération pour des raisons de prestige et de publicité n'en souffriront guère. Quant à l'orgueil national, guère de risque non plus. Seuls les quelque six mille gogos qui ont apporté leur contribution en achetant des « actions » de 100 F au titre des grandes causes nationales en seront pour leurs frais. Mais qu'ils se rassurent, ils pourront se rattraper. Il est question de renouveler l'opération en 1986. Sinon au centuple, du moins en la multipliant par dix. C'est ce qu'il faudrait pour être concurrentiel, d'après le « président du défi français ».

France 3 coulé, vive *France 4,* s'est écrié le président...

A.M.

SNCF
(dépôt du Landy)

0 + 0 = 0

Quand la direction fait des projets de réorganisation, rien ne va plus pour nous. Une cinquième équipe va être créée. Le problème c'est qu'il n'y aura aucune embauche. Pour former cette cinquième équipe, la direction va simplement prendre deux agents dans chaque équipe. Un vrai tour de passe-passe qui va se traduire par une augmentation de la charge de travail pour tous, par des demandes de plus en plus fréquentes d'aller en renfort ici ou là pour boucher les trous. Et soyons sûrs qu'il sera de plus en plus difficile d'obtenir des congés aux dates que nous souhaitons.

La SNCF a donc décidé d'aggraver nos conditions de travail car elle refuse d'embaucher. Elle se comporte comme n'importe quelle entreprise privée en faisant passer la rentabilité avant le service public.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* SNCF - dépôt du Landy.

BANQUES :

Gouvernement et banquiers veulent revenir sur les week-ends

La semaine dernière, le jeudi 28 juillet, la CFDT alertait le personnel du Crédit Lyonnais sur l'imminence de l'abrogation du décret du 31 mars 1937, autrement dit sur la remise en cause de l'ouverture des guichets 5 jours sur 7 et la garantie de deux jours consécutifs de repos, dont le dimanche.

Elle appelait à un débrayage de deux heures dans les services centraux et d'une matinée dans les agences.

Malgré l'absence des autres syndicats qui s'étaient désolidarisés sous prétexte d'attendre les modalités exactes d'un nouveau projet gouvernemental qui doit sortir fin août, début septembre, et malgré les vacances, plus d'un millier de manifestants se sont retrouvés devant le siège de l'Association Française des Banques (AFB), organisme patronal, rue Lafayette. Le cortège, très dynamique, grâce en particulier à la présence de plusieurs centaines de grévistes de la Société Générale, a remonté les boulevards en direction de la BNP, du Crédit Lyonnais, pour finir devant le siège de la Générale, à la Madeleine.

Cette manifestation est la dernière réponse du personnel face à une menace qui s'est affirmée pour la première fois lors de la mise en place de la semaine de 39 heures, en décembre 1981. A cette occasion, les banquiers avaient annoncé qu'il ne serait dorénavant plus question de la moindre réduction de travail sans remise en cause de l'amplitude des horaires en vigueur dans les banques. A ce moment, le gouvernement avait d'ailleurs volé au secours des banquiers en préconisant l'abrogation du décret de 1937.

Depuis, la menace pesait. Il y a quelques semaines, le gouvernement avait même proposé aux syndicats le projet d'un nouveau décret de remplacement.

Unanimes, le 7 juillet dernier les syndicats refusaient ce projet qui donnait aux banquiers la possibilité de :

— (Art.2) faire travailler le personnel le dimanche, d'ouvrir les guichets 6 jours sur 7, d'étendre les heures d'ouverture et de ne pas assurer deux jours consécutifs de repos obligatoire, dont le dimanche.

— (Art.4) d'organiser le travail par roulements et par relais (pas plus de 10 heures par jour).

Et tout cela sans diminution du temps de travail, uniquement dans le cadre de l'application de la loi sur la semaine de 39 heures.

Les employés de banque sont donc sur le qui-vive, ils sont inquiets, et on a pu voir au cours des derniers mois, tant à la BNP, à la Société Générale qu'au Crédit Lyonnais, le personnel répondre à des mots d'ordre de débrayages préconisés par tel ou tel syndicat, et parfois même tous les syndicats, pour manifester leur refus du projet gouvernemental.

Le gouvernement a fini par remballer ce dernier projet. Mais il en prépare un autre... Prochain épisode, fin août, début septembre.

Affaire à suivre...

DANS LES ENTREPRISES

PEUGEOT - LILLE

« Moi, je suis sûr qu'ils vont tous nous virer... »

L'annonce des « difficultés » du groupe Peugeot-Talbot-Citroën et les menaces de licenciements de 3 231 travailleurs ont fait naître interrogations et surtout inquiétudes chez les travailleurs. Interrogations suscitées par le manque d'informations réelles divulguées par la direction, et inquiétudes face à un avenir plus qu'incertain.

Nous avons interviewé des travailleurs de l'usine Peugeot de Lille où deux mille deux cents travailleurs produisent des moteurs de voitures. Plus que la révolte ou la colère, c'est bien l'inquiétude qui domine...

Un ouvrier de 54 ans nous explique :

« Ils parlent de 144 pré-retraites. C'est tout. Moi, ça ne me dérange pas d'être mis à la pré-retraite. Après tout, place aux jeunes ! Le problème que je me pose, c'est ce que je vais gagner. Et là, pas moyen de savoir. Et puis, moi, je veux bien la prendre ma pré-retraite. Mais ceux qui ne veulent pas ? J'ai un copain, il a encore des enfants qui vont à l'école. Il veut pas arrêter. Qu'est-ce qu'ils vont lui faire ? ».

Un ouvrier marocain enchaîne :

« Les chefs, ils nous disent qu'il n'y aura pas de licenciements. Moi, j'ai lu dans La Voix du Nord *qu'il y en aurait 502. Alors ?*

En tout cas, je les crois pas. Il y aura des pré-retraites, des mutations à Valenciennes, à Metz. Peut-être des licenciements.

Personne ne veut aller à Valenciennes, parce qu'ici on a la maison, les enfants vont à l'école, la femme a son travail... Et à Valenciennes, on y perd : pas de prime de scolarité pour les enfants, pas de 13e mois...

Moi, ça fait 14 ans que je travaille à Peugeot. Au début, je portais les pièces sur mon dos. Les chefs me demandaient : « Tu vas pas retourner au pays, hein, M... ? ». Maintenant, ils ne disent même plus bonjour. C'est plus comme avant.

De toute manière, je ne suis pas marié avec Peugeot. S'ils me jettent dehors, je prends un commerce ou je cherche du boulot ailleurs ».

Un troisième poursuit :

« Moi, je suis sûr qu'ils vont tous nous virer. Ils ne veulent plus d'une petite usine comme celle-là. Ce qu'ils veulent, c'est une grande usine avec tout sous la main. Alors, ils vont la fermer et utiliser les bâtiments comme stocks de pièces détachées.

Bien sûr, ils vont pas nous virer tous d'un coup. Mais un petit peu à la fois, ils vont y arriver. Regarde, il y a 2 ans, il y a déjà eu 300 pré-retraites. Aujourd'hui, encore quelques centaines, on n'en sait rien, ils veulent pas dire combien.

Qu'est-ce que tu veux, c'est la crise ».

Quant au patron du café situé juste en face de l'usine, il partage l'inquiétude de ces travailleurs.

« Bien sûr que ça m'embête ces licenciements. Moins il y a d'ouvriers à Peugeot, moins j'ai de clients. Je dépends autant du patron de Peugeot qu'eux ».

FIGECREME - NANTES

« Ras-le-bol, les boules »

Dans l'usine de fabrication de glaces et de produits congelés, située dans la zone industrielle de Saint-Herblain, les mauvaises conditions de travail sont plus pénibles à subir encore que la canicule.

Cette usine emploie environ de 300 à 400 personnes toute l'année et jusqu'à 600 en été avec les saisonniers.

Figecrème n'avait pas prévu un stock important de glaces en juin avec le mauvais temps. Les grosses chaleurs ont provoqué une forte demande en glaces. Et bien sûr Figecrème compte bien s'en mettre plein les poches aux moindres frais. L'embauche se fait presque au jour le jour et les conditions de travail sont très dures.

Une travailleuse intérimaire raconte :

« La première chose qui frappe c'est que nous sommes pris pour des machines. Ni plus ni moins. On doit suivre la cadence, que l'on connaisse ou pas le travail. La production en ce moment est énorme et matériellement rien n'est prévu pour supporter une telle production. Si bien qu'à l'Emballage par exemple les boîtes arrivent, s'entassent, débordent de partout. A nous de nous débrouiller pour suivre. Nous sommes les uns sur les autres. Pas de place pour faire circuler les palettes. Dès qu'on bouge, on est bien sûr de se faire des bleus. Pour ma part, il m'a fallu peu de temps pour en avoir sur les cuisses. De nous voir paniquer parmi les boîtes, cela fait rigoler les chefs qui ouvertement nous prennent pour des moins que rien !

On travaille en équipe. Lorsqu'on est du matin par exemple, on commence à 5 h et on termine à 13 h avec une pause d'un quart d'heure à 8 h pour manger et une autre pause vers 10 h pour aller au WC... Mais cela arrive que le chef oublie de venir nous faire remplacer. Alors... à nous de serrer les fesses jusqu'à ce que l'on vienne prendre notre place !

Le plus dur, c'est de suivre la cadence toute la journée. Pas le temps de réfléchir, de rêver ! Et quand à 10 minutes de la fin on se réjouit que le calvaire se termine, il n'est pas rare que la cadence augmente encore à ce moment-là ».

Figecrème vante ses produits comme étant des délices... D'accord. Mais avant tout des délices pour emplir ses coffres-forts sur le dos des travailleurs.

SOCIAL : PEAU DE CHAGRIN

Un minimum vieillesse très élastique

Au début de l'année, le gouvernement avait annoncé à grands renforts de publicité que le minimum vieillesse, avec la retraite à 60 ans, serait porté à 2.200 F par mois. Cette mesure, applicable au 1er avril 1983, se met seulement en place en ce moment à la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse.

En fait, les textes d'application réduisent, et de beaucoup, cette mesure qui avait l'air d'être beaucoup plus favorable que l'ancien minimum qui n'était que de 2.850 F par trimestre, soit 950 F par mois. En fait, seules les personnes ayant une pension entière sont concernées par ce minimum de 2.200 F par mois, c'est-à-dire celles ayant cotisé pendant 37 ans et demi (soit 150 trimestres), ou qui ont pu bénéficier d'une retraite anticipée du fait de leur inaptitude ou de leur invalidité.

Pour les autres, tous ceux qui n'auront pas les 150 trimestres exigés, il y aura des abattements, alors que l'ancien minimum était garanti à partir de 60 trimestres de cotisation.

Ce nouveau minimum devrait être revalorisé deux fois par an — comme l'ensemble des pensions — sauf... en juillet 1983. Ça commence bien ! D'autre part, les bénéficiaires de pensions de reversion n'auront pas droit à ce nouveau minimum. Ils conservent l'ancien, c'est-à-dire 2.850 F par trimestre !

Comme on le voit, cette mesure s'accompagne de tant de restrictions et de chicaneries administratives qu'on ne sait plus exactement qui elle favorise. Et ce qui est sûr, c'est que toute une partie des retraités ne verront jamais la couleur de ce minimum de 2.200 F !

Mesquin and C°

Dans la série rabiotage, le ministère a décidé que maintenant, si le droit à l'allocation logement était inférieur à 30 F par mois, rien ne serait versé à l'allocataire (avant, c'était en dessous de 15 F). Et en plus, avant, ces petites sommes étaient versées en fin d'année aux personnes âgées, aux infirmes et aux jeunes travailleurs. Maintenant, c'est fini, ceinture.

Quand on connaît la faiblesse des plafonds de ressources pour bénéficier de l'allocation logement, on constate que c'est vraiment le racket sur les moins riches.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *de la Caisse d'Allocations Familiales de la région parisienne.*

Même à la retraite, on nous fait les poches

A la Caisse Vieillesse, nous avons la primeur de toutes les nouvelles lois concernant la retraite et nous avons pu voir comment certaines personnes âgées ont perdu des avantages.

Dans un premier temps, c'est directement certains chômeurs proches de la retraite qui ont été touchés. En effet, les ASSEDIC ont suspendu les allocations chômage à tous ceux qui avaient au moins 37,5 ans de cotisations. Certains ont perdu ainsi un ou deux mois entre le moment où le chômage était suspendu et la prise en charge par les Caisses Vieillesse. Pour remédier à cela, dernièrement un accord a été signé entre les ASSEDIC et les Caisses Vieillesse permettant le maintien des paiements par les ASSEDIC jusqu'au point de départ de la pension vieillesse. La Caisse Vieillesse rembourse ensuite à l'ASSEDIC les sommes avancées. Mais comme le montant de la pension est souvent inférieur au montant des allocations chômage, on récupère, bien sûr, les éventuels trop-perçus sur le compte du retraité.

Ensuite, ce sont les titulaires de pensions d'invalidité qui ont été touchés. En effet, jusqu'à présent leur pension vieillesse ne pouvait être inférieure à leur pension d'invalidité. Maintenant, la pension vieillesse ne sera plus portée au montant de la pension d'invalidité, même si elle est inférieure. Or, il était rare de ne pas maintenir le montant de la pension d'invalidité, les invalides ayant souvent assez peu cotisé du fait de leur handicap ! (et la retraite est calculée en fonction des cotisations).

Et là encore, ce sont des personnes âgées qui ont peu de ressources qui sont lésées.

L'austérité avant la naissance

Jusqu'à présent, lorsqu'une famille attendait un nouvel enfant, l'allocation logement était augmentée dès le début de la grossesse.

Eh bien, ce n'est plus le cas désormais. Ça n'a pas traîné : *Le Journal Officiel* a annoncé cela le 15 juillet, avec effet le jour même. Les femmes qui ont déclaré leur grossesse avant le 15 bénéficient des anciennes dispositions ; pour les autres, c'est terminé.

En furetant dans tous les coins, Beregovoy a trouvé à grappiller encore un peu d'argent.

Après s'être attaqué aux retraités et aux pré-retraités par les cotisations de Sécurité sociale, puis aux enfants en rabiotant sur les prestations familiales, voilà qu'il s'attaque maintenant aux enfants pas encore nés.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *de la Caisse d'Allocations Familiales de la région parisienne.*

DANS LES ENTREPRISES

UNILEVER (Haubourdin) :

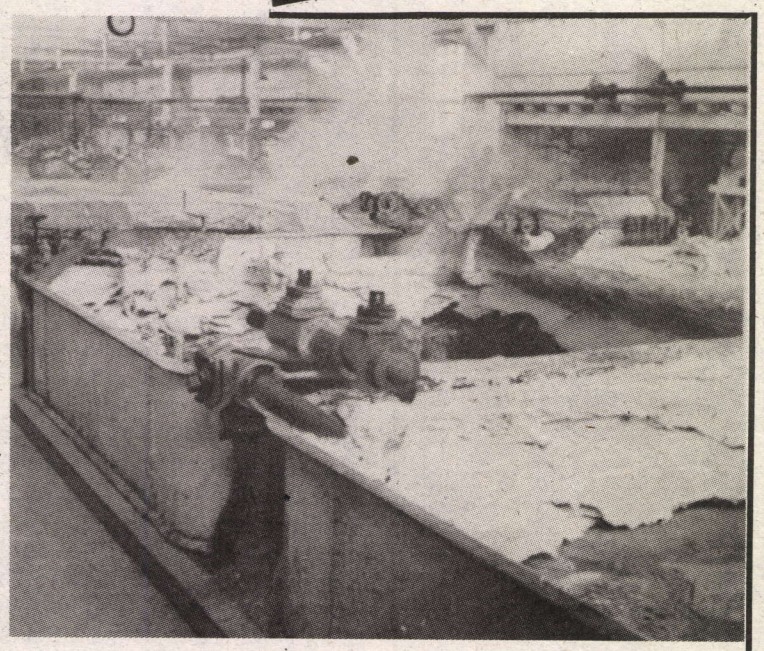
Pas de quoi se faire mousser...

A l'usine Unilever d'Haubourdin, près de Lille, nous fabriquons des savons, produits de vaisselle, détergents, lessives, mais aussi des barils et des flacons, et certains produits de base utilisés dans Skip ou vendus à des « concurrents » qui fabriquent Ariel notamment.

Depuis 10 ans, les conditions de travail se sont améliorées. On ne manipule pratiquement plus les produits toxiques à la main, grâce à la mise en place de bandes transporteuses, le développement de l'automatisation et même par l'introduction de robots.

Une modernisation qui se fait au détriment de l'emploi (1 800 personnes en 1970, 1 250 aujourd'hui) alors que le tonnage produit ne cesse d'augmenter.

La direction est très fière de son œuvre. Pourtant, dans le secteur des poudres, le plus moderne, on a encore la chance d'exercer une activité artisanale : à l'atelier Mélange, le dosage des différents produits se fait grâce à un super tableau synoptique avec des tas de lumières rouges et vertes, et des tas de boutons, reliés à des balances automatiques... Mais on a recours au bon vieux marteau pour taper sur les trémies dans lesquelles les produits prennent en masse et refusent de couler, et au balai pour pousser la poudre qui ne veut pas avancer...



La salle des cuves de l'usine d'Haubourdin.

Alors dans ce secteur, on travaille dans un nuage de poussières dû aux courants d'air. Et la toxicité de certains produits, comme Rena, entraîne des brûlures de la peau et des diarrhées.

Cette poussière se déposant dans toute l'usine, les jours où il fait humide, on ne marche plus, on patine.

Le bruit, lui, est particulièrement intense dans les magasins, les ateliers des liquides et du Vim-Sun, mais ce n'est qu'après avoir constaté parmi le personnel des taux de surdité supérieurs à la moyenne que la direction s'est sentie obligée de prendre des mesures.

Pourtant ce ne sont pas les moyens et les finances qui manquent à Unilever qui possède cette usine d'Haubourdin.

Mais ceci n'empêche pas, on le voit ici à Haubourdin, que dans les usines de ce géant des huiles et de la lessive, question modernité et conditions de travail, il n'y a pas de quoi se faire mousser !

L'usine Lever d'Haubourdin est considérée dans la région comme « une bonne boîte », car les salaires sont un peu supérieurs à la moyenne.

Mais dans le cadre de la concurrence de plus en plus acharnée entre les trusts, et de la réduction probable des ventes due à la baisse du niveau de vie des ménages, un climat d'inquiétude se développe pour ce qui concerne l'avenir, d'autant plus que l'on sait que les actionnaires et les patrons ne nous feront pas de cadeaux.

Correspondant LO

Quand un trust se fait sa propre concurrence

Lever se retrouve derrière de multiples produits et des marques apparemment différentes :

Huiles et margarines : Astra, Planta, Fruit d'or.

Purées déshydratées : Unic.

Produits laitiers frais : La Roche aux Fées, Vitho, Bien Bon.

Crèmes glacées : Motta.

Surgelés : Iglo, Findus (accord avec Nestlé).

Thés : Lipton, Thé de l'Eléphant.

Bouillons potages : Royco, Parmi.

Charcuteries, viandes et conserves : Bi-Fi, Delft, Midget, Noack, Saint-Bricet, Onov.

Poudres et détergents : Ala, Omo, Persil, Skip, Coral, Sunil, Rena, Sun, Lux, Soleil, Vim, Cif, Vigon, Girafe, Rena, Cajoline.

Produits de toilette : Lux, Rexona, Gibbs, Emoform, Actifluor, Pepsodent, Très Près, Signal, Sunsilk, Elidanse, Eram, Odalys, Dolpyc, Harriet Hubart Ayer.

Revêtements muraux : Mayfair, Fablon.

Un trust en forme

Unilever est un trust anglo-néerlandais. Son chiffre d'affaires de 1981 le plaçait au 20e rang des principales entreprises mondiales, juste devant Renault.

Mais les bénéfices produits sont bien plus importants puisqu'ils propulsent Unilever à la 13e place.

C'est un des géants de l'agro-alimentaire, mais la politique du trust consiste à diversifier au maximum ses investissements. On le retrouve ainsi dans des chaînes de magasins, des usines de montage de voitures, le textile, etc.

Ses capitaux sont présents dans les entreprises de très nombreux pays développés et sous-développés, et il occupe plus de 300 000 salariés.

Une vingtaine d'hommes dirigent cette multinationale. Ils s'entourent d'experts très influents et bien placés :

— P.P. Schweitzer, directeur du FMI (Fonds Monétaire International) de 1963 à 1973 ;

— B.W. Biesheuvel, ministre de l'Agriculture des Pays-Bas de 1963 à 1967, Premier ministre de 1971 à 1973, membre du Conseil de l'Europe, président du Parti Anti-Révolutionnaire aux Pays-Bas...

— et d'autres aussi bien placés...

Comme bien d'autres trusts, leur pratique consiste à racheter les concurrents, à intégrer la production et à licencier le personnel en surnombre. En Angleterre, les salariés de Walls — un grand de la charcuterie et des crèmes glacées — en ont fait les frais : en 1970, Unilever achète les 8 usines Walls qui s'ajoutent aux 4 qu'il possédait dans ce secteur. En 1977, il ne reste plus que 7 usines en fonctionnement, et 5 000 des 11 000 travailleurs ont été licenciés.

Delsey - Montdidier

Un patron de choc : 25 licenciements pour fait de grève

Delsey, c'est le roi de la valise, de l'attaché-case. Environ 670 salariés répartis dans deux usines pour la seule ville de Montdidier (Somme). Parmi ces salariés une majorité de femmes quasi toutes OS, même celles qui exercent des responsabilités d'encadrement.

Le salaire n'est guère plus élevé que 3.400 F brut, prime de production et d'ancienneté comprises. Une entreprise connue sur toute la région pour sa hargne à l'exploitation. Ainsi dans les autres usines ou même dans les familles, il est fréquent d'entendre : *« Si tu veux apprendre à vivre, il faut aller à Delsey ».*

Les exemples qui suivent en témoignent :

— Un ouvrier prend un coup d'arc dans les yeux, il s'arrête trois jours.

Le patron lui met un supplément de 6 jours de mise à pied parce que c'était du cinéma.

— Une fille de 17 ans mange une pomme sur la ligne. Le chef d'équipe lui demande de la jeter. Elle refuse : 2 jours de mise à pied.

On a même vu :

— 3 jours de mise à pied pour avoir pris un sens interdit.

La liste est longue, trop longue au point qu'à la mi-juin, 40 salariés se sont mis en grève pour une semaine.

Leurs revendications concernaient d'abord un 13e mois qu'ont déjà les salariés de Delsey à Bobigny et une partie de la maîtrise de Montdidier, et bien entendu les conditions de travail, les cadences, les salaires.

Le patron demanda avant toute discussion la reprise du travail. Ce qui fut fait. A la réunion du 23 juin, le patron ne voulut rien entendre mais 11 salariés furent déplacés de leur poste dans l'usine. Ainsi un électricien a été placé sur la ligne à mettre des rivets pop, par exemple.

Le patron affirmait ainsi toutes ses intentions. Celles de faire payer chèrement à 11 salariés le fait d'avoir levé la tête.

Un appel à la grève fut lancé par la CGT dans les jours qui suivirent. Près de 130 grévistes répondirent à cet appel et occupèrent pendant 18 jours les grilles d'entrée de l'usine de la Roseraie. Durant tout ce temps, les incidents ne manquèrent pas, les chauffeurs de camion fonçant sur les grévistes et blessant une salariée.

Comme ne manquèrent pas les manifestations des anti-grévistes regroupés sous le nom de : « Association de défense des salariés non grévistes Delsey ».

Une lettre du 13 juillet envoyée à chaque salarié leur demandait de se présenter le 18 juillet à l'usine. Plus de 400 salariés se présentèrent à l'usine de la Roseraie, les grilles fermées. Le patron décida de lock-outer les salariés pour la journée, se payant même le culot de dire que « *l'emploi était menacé et qu'il y aurait peut-être du chômage technique en septembre* ». Il était évident dès lors qu'il avait décidé de sanctionner les 130 salariés qui avaient osé faire grève. Les salariés ont été convoqués à nouveau pour le 19 par lettre ou téléphone, et ce jour-là le travail a repris.

Le 20 juillet, la réunion, dite de négociation, s'est résumée à cette déclaration du patron : « *Vous m'avez fait déranger, je suis venu apporter un message. Si Delsey doit mourir, elle mourra debout. Si les portes de Delsey se ferment, elles ne réouvriront plus. C'est la fin du règne de la CGT* ». Par ailleurs, rien n'a été cédé aux grévistes.

Le 21 juillet arriva le coup de massue avec l'annonce de 25 licenciements dont 7 délégués pour entraves à la liberté du travail, et faute lourde.

Ils ont été mis à pied à partir du 22 juillet en attendant qu'une décision soit prise.

Le 22 juillet, à l'appel de la CGT et du PCF, s'est déroulée une manifestation dans Montdidier qui regroupait plus de 300 salariés de l'entreprise et des entreprises environnantes.

Au moment où nous écrivons, nous ne savons pas quelle est la décision définitive. Toujours est-il que la révolte d'une minorité de salariés de chez Delsey n'est pas près d'être oubliée.

Plus d'une centaine de salariés ont montré pour la première fois qu'ils n'étaient pas prêts à tout encaisser.

La hargne anti-ouvrière du sieur Delsey et de ses acolytes, qui n'est pas près de s'estomper, fera peut-être des non-grévistes d'hier les grévistes d'après-demain.

Ce jour-là, hélicoptère ou pas, Delsey devra poser sa valise.

FILMS

« Dieu me savonne »

de Jamis Uys

C'est certainement le succès de son film *Les dieux sont tombés sur la tête* qui a incité Jamie Uys à présenter ses réalisations antérieures.

Dieu me savonne, c'est tout simplement, et uniquement, la « Caméra invisible ». Les gags se succèdent exactement comme dans l'émission de télévision du même nom, sur le même principe. Des caméras filment des badauds piégés dans des situations impossibles par des animateurs pleins d'imagination diabolique. C'est très drôle et certains gags sont tout à fait indédits.

Funny people, drôles de gens, tel était le titre du film dans sa version originale, un titre bien largement mérité...

Claude CHARVET

Sélection

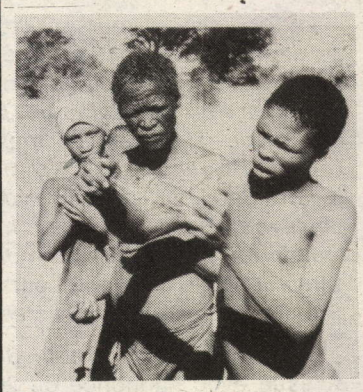
Quelques films assez récents

YOL (la permission).
de Yilmaz Güney et Serif Gören.

A travers les voyages de cinq prisonniers bénéficiant d'une permission pour revoir leur famille, un visage de la Turquie d'aujourd'hui et de l'oppression qui pèse sur tout un peuple.
Saint-Ambroise 11e.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.

Un Noir du désert du Kalahari aux prises avec la prétendue civilisation des Blancs.
Forum Arc-en-ciel 1er (vo). Quintette 5e (vo). Marignan 8e (vo). Français 9e. Montparnos 14e. Passy 16e. Paramount Maillot 17e.



GAIJIN.
de Tizuka Yamasaki.

Le déracinement et l'exploitation des travailleurs japonais au Brésil.
Châtelet Victoria 1er (vo). Denfert 14e (vo).

LE MUR.
de Yilmaz Güney.

La révolte des enfants d'une prison turque en 1976.
14 Juillet 11e (vo).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS.
de Peter Weir.

Une histoire d'amour dans l'ambiance du coup d'Etat militaire de Suharto en Indonésie.
Ciné Beaubourg les Halles 3e. Montparnasse UGC 6e. Odéon 6e. Normandie 8e. UGC Boulevard 9e. 14 Juillet Beaugrenelle 15e.

Des films plus anciens et des reprises

DIVA.
de Jean-Jacques Beineix.

Les mésaventures d'un jeune postier passionné d'opéra.
Movies les Halles 1er. Panthéon 5e. Marbeuf 8e.

LA GUERRE DU FEU.
de Jean-Jacques Annaud.

D'après le roman de Rosny Ainé, les hommes à l'aube de l'humanité.
Lucernaire 6e.

LE MANDAT.
de Sembene Ousmane.

Un mandat attendu... mais qui tarde à arriver, bouleverse toute la vie d'une communauté villageoise africaine.
Barbès 18e.

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE.
de Dalton Trumbo.

Un terrible réquisitoire contre la guerre.
Châtelet Victoria 1er (vo).

BARRY LYNDON.
de Stanley Kubrick.

Les manœuvres d'un jeune Irlandais pour s'élever dans l'échelle sociale au XVIIIe siècle. Des images et des musiques magnifiques.
Gaumont les Halles 1er (vo). Bonaparte 6e (vo). Marignan 8e (vo). Montparnasse Pathé 14e. PLM St-Jacques 14e.

RIZ AMER.
de Giuseppe De Santis.

Là vie et les souffrances des repiqueuses de riz de la plaine du Pô en 1948.
Studio Logos 5e (vo). Olympic 14e (vo).

HAIR.
de Milos Forman.

La jeunesse américaine contre la guerre du Vietnam. Une comédie musicale où, derrière l'humour et la fantaisie, se cache le drame.
Paramount Odéon 6e (vo). Paramount Mercury 8e (vo). Paramount Opéra 9e. Paramount Montparnasse 14e (vo).

SPARTACUS.
de Stanley Kubrick, avec Kirk Douglas.

Une évocation romancée mais percutante de la plus importante révolte d'esclaves de l'Empire romain.
Biarritz 8e (vo). UGC Boulevard 9e. Bienvenue 15e.

LIVRES

« Le journal de Harvey »

de Jean Hamburger

William Harvey, médecin anglais du XVIIe siècle, fut le premier à expliquer le mécanisme de la circulation sanguine et le rôle du muscle cardiaque, osant remettre en question les affirmations d'Hippocrate et de Galien, ces médecins de l'antiquité dont les écrits avaient encore force de loi près de deux mille ans plus tard. Cela ne se fit pas sans rencontrer de violentes oppositions au sein du monde savant du XVIIe siècle, et si Harvey, plus heureux que son contemporain Galilée, n'eut pas à renier ses écrits sous la menace d'un sort plus cruel, il eut cependant bien du mal à faire triompher ses idées, à une époque où l'autorité des anciens comptait plus que les preuves expérimentales.

Jean Hamburger, médecin lui aussi, s'est attaché à faire revivre William Harvey, ses idées et ses préoccupations, avec ce livre, *Le journal de Harvey,* où il a essayé d'imaginer ce qu'aurait été le journal intime que le grand médecin anglais aurait pu tenir au soir de sa vie. L'auteur cite ses sources, et est visiblement parti d'une étude sérieuse de la vie et des travaux d'Harvey. Mais évidemment, du fait du genre choisi, on ne sait jamais qui parle, qui se cache derrière ce « je », William Harvey revenu à la vie par la grâce d'Hamburger, ou Hamburger lui-même. Sans doute les deux, car si Hamburger s'est ainsi attaché au personnage d'Harvey, c'est sans doute parce qu'il s'est trouvé avec lui bien des affinités. Et on sent qu'il a pris plaisir à rédiger ce livre, et à régler ainsi, par personnage interposé, quelques comptes d'actualité. Harvey, apôtre de la méthode expérimentale, soucieux de sans cesse confronter les faits à ses idées, était aussi — tel que nous le peint Hamburger — l'adversaire des superstitions courantes à son époque touchant la sorcellerie, et l'ennemi des spéculations métaphysiques. Et à travers les propos que lui prête Hamburger, ce sont aussi les charlatans du XXe siècle, tireurs d'horoscope et faiseurs de miracles en tous genres, qui sont visés.

Mais le rationalisme de Harvey, comme visiblement celui d'Hamburger, avait ses limites. Ce combat contre la superstition s'arrêtait aux portes de l'église officielle. « *Je n'ai pas assez de rébellion naturelle pour mettre en doute ce que croient la plupart des hommes apparemment sensés* » fait dire Hamburger à Harvey, et ce genre de propos revient souvent — et avec complaisance — dans le livre.

Ce respect des autorités ne se limite d'ailleurs pas à la chose ecclésiastique. Harvey a vécu toute l'époque de la révolution anglaise. Et le livre de Hamburger consacre autant de place aux malheurs de Charles 1er, à la rébellion du Parlement, à l'agitation des « niveleurs », à la personnalité de Cromwell qu'aux idées scientifiques d'Harvey. Hamburger nous dépeint un Harvey monarchiste (il était d'ailleurs médecin du roi), hostile à la révolution et aux révolutionnaires, et pour qui les temps troublés que traverse l'Angleterre sont dus aux ambitions de quelques hommes (les révolutionnaires bien sûr, pas les partisans de la monarchie absolue !). Pour lui, en somme, tous les drames de l'humanité, guerres et révolutions, sont les conséquences des imperfections de la nature humaine. Et là aussi, si Hamburger s'attarde tant sur les idées d'Harvey à ce sujet, c'est sans doute qu'il s'y reconnaît au moins en partie.

Mais c'est là justement que le chant qu'Hamburger veut composer à la gloire du rationalisme, à travers cette évocation des travaux de Harvey et de la lutte de celui-ci pour imposer ses idées en physiologie, trouve ses limites. Car son Harvey, comme la plupart des savants contemporains hélas, ne fait preuve d'esprit novateur que dans le domaine étroit de sa spécialité scientifique. Dès qu'il s'agit de la société, de son organisation, des rapports entre les différentes classes sociales, du pouvoir en place, de la religion officielle, il devient pour le moins timoré, quand ce n'est pas franchement réactionnaire, renonçant à toute analyse sérieuse des phénomènes sociaux pour se réfugier derrière les autorités consacrées.

De ce point de vue, le livre d'Hamburger est aussi une bonne illustration des limites de la plupart des intellectuels (y compris des plus grands), valable pour le XXe comme pour le XVIIe siècle.

Cela ne l'empêche pas d'être un livre intelligent, bien écrit, qui vous fera voyager de l'Angleterre à l'Italie, de la France à l'Allemagne, dans toute l'Europe du XVIIe siècle, et y rencontrer de Galilée à Gassendi, de Hobbes à Descartes, tous ceux qui ont compté dans la vie intellectuelle de ce siècle.

Un beau voyage à faire pendant ces vacances !

Le journal de Harvey *de Jean Hamburger. Ed. Flammarion. 340 pages. 85 F.*

LIVRES

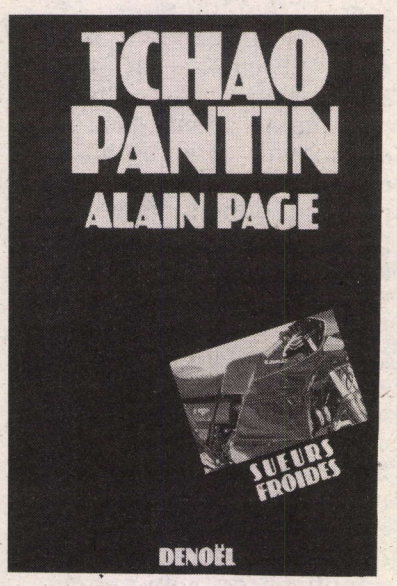
« *Tchao pantin* »

de Alain Page

A première vue, rien ne pouvait sortir d'une rencontre entre Bensoussan, 18 ans, à moitié juif à moitié arabe, « zonant » dans un taudis de Belleville, revendeur de drogue malin, débrouillard, amoureux des grosses motos, et Lambert, 45 ans, pompiste de nuit, alcoolique, que Bensoussan classe tout de suite dans la catégorie du « français moyen, un de ces mecs interchangeables qu'on ne se fait pas faute d'interchanger », dont le trop grand penchant pour le rhum cache une blessure profonde.

Le roman nous entraîne dans les bas-fonds de Belleville avec ses trafics, ses squatters, ses règlements de comptes. C'est aussi l'histoire d'une amitié peu commune entre « l'alcolo et le métèque », tous deux paumés chacun à sa manière.

Il y a aussi un troisième personnage dans l'histoire, tout aussi paumé, c'est Lola-la-dingue, fleur du béton et reine des punks qui ont installé leur quartier général à République.



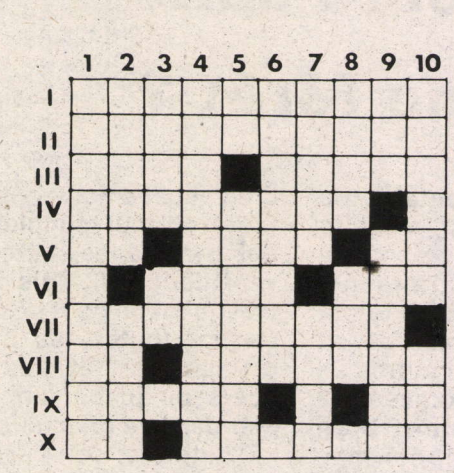
Elle rentre involontairement dans la vie des personnages et partage leur aventure.

Mais une amitié entre de tels personnages ne pouvait qu'être mise à dure épreuve. C'est un roman où il y a de l'action et du suspense.

Marie ANTONIN

Tchao Pantin *de Alain Page. Ed. Denoël. 38 F.*

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Elle se trouve entre deux continents. II. Pas franches comme couleurs. III. Ça ne vaut pas la peine d'en parler. N'attendent que le signal. IV. Ont des intérêts communs. V. Précède le pas. Quand les Américains voient rouge. Devant. VI. Appui. Fait une belle jambe. VII. Prend aux tripes. VIII. Filet. Tirer. IX. Elle ne manque pas d'air. Possessif. X. Sur Tille. Battu.

VERTICALEMENT. — 1. Rendrai service. 2. Objet de recherche. Paysages. 3. Celées. Démonstratif. 4. Elles n'ont rien dans la tête. 5. Entre deux lisières. Elle n'est pas marginale. 6. Jettera la pierre. 7. Foyers. Part. 8. Courroux poétiques. Objectif. 9. Manche. Austérité sacrée. 10. Inachevés. Passe par Paris.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	U	S	T	E	R	L	I	T	Z
II	U	L	T	E	R	I	E	U	R	E
III	T	E	R	■	E	D	I	L	E	S
IV	O	M	I	S	■	I	■	E	S	T
V	M	A	D	E	■	C	■	S	O	E
VI	O	S	E	■	B	U	S	■	R	S
VII	B	■	N	A	■	L	I	A	I	■
VIII	I	N	T	E	R	E	S	S	E	R
IX	L	I	E	R	A	■	A	T	R	E
X	E	N	S	E	M	B	L	I	E	R

TÉLÉ Sélection

Samedi 6 août

18 h. A2. Carnets de l'aventure. Un caméraman sous-marin visite des épaves.

20 h 35. A2. La plus belle affiche. Des moments forts de l'histoire de la chanson : Edith Piaf, Charles Trénet, Boris Vian, Jacques Brel, Léo Ferré.

20 h 35. FR3. Festival de Valréas : Lorenzaccio, drame d'Alfred de Musset. La tragédie d'un débauché qui rêve de devenir un héros. Un chef-d'œuvre du théâtre romantique.

23 h 25. FR3. Musi club. Quintette en si mineur pour clarinette et cordes de Brahms.

Dimanche 7 août

17 h 25. A2. Madame le juge. Série en six épisodes de Claude Chabrol, avec Simone Signoret. Un lycéen de 18 ans vient d'être accusé de parricide. Il risque la peine de mort. Mais le juge (Simone Signoret) voudrait sauver sa tête.

18 h 30. TF1. Les animaux du monde. La faune étrange de la Guyane. Une extraordinaire variété d'animaux dont certains sont menacés par l'insatiable voracité des maroquiniers et des collectionneurs amateurs.

19 h 05. L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau : Mission dans l'Antarctique : La vie animale sous un iceberg.

20 h 35. TF1. L'héritier. Film de Philippe Labro avec Jean-Paul Belmondo et Jean Rochefort. Un play-boy rentre des Etats-Unis et se retrouve à la tête de l'empire industriel de son père.

20 h 35. A2. Bonjour M. Lewis. Dernière émission d'une série sur Jerry Lewis.

20 h 35. FR3. Histoire de l'histoire. Châteaux en Val-de-Loire. L'émission est consacrée moins aux châteaux de la Loire eux-mêmes qu'à l'histoire de leur époque.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : cycle Charles Vanel. Un court métrage, **Affaire classée,** suivi d'un long métrage, **Au nom de la loi,** histoire d'un inspecteur de police tué alors qu'il mène l'enquête sur un trafic de drogue.

Lundi 8 août

20 h 35. TF1. L'odyssée du sous-marin Nerka. Film avec Clark Gable et Burt Lancaster. La rivalité entre deux officiers dans un sous-marin, au cours de la dernière guerre mondiale.

20 h 35. A2. Cinq chorégraphes. Moses Pendleton, Carolyn Carlson, Jean-Claude Gallota, Béjart et Alvin Alley, présenté par Rudolph Noureev.

20 h 35. FR3. Echappement libre. Film avec Jean-Paul Belmondo et Jean Seberg. Chargé de transporter de l'or, un truand décide de se mettre à son compte...

22 h 35. TF1. Journal de voyage avec André Malraux. L'univers du grand peintre espagnol Goya tel que l'a décrit André Malraux.

Mardi 9 août

20 h 35. A2. La cuisine au beurre. Film avec Fernandel et Bourvil. Une histoire rocambolesque de femmes dont les maris reviennent quinze ans après la guerre, alors qu'elles ne les attendaient vraiment plus.

20 h 35. FR3. La belle et le cavalier. Film de Francesco Rosi avec Sophia Loren et Omar Sharif. Un jeune et beau prince dédaigne les sept princesses prétendantes et s'éprend d'une paysanne.

22 h. A2. Les impressionnistes. Une ancienne émission de Max-Paul Fouchet consacrée à Vincent Van Gogh.

22 h 05. TF1. Une femme fidèle, film de Roger Vadim. Intrigues amoureuses dans le milieu de l'aristocratie sous le règne de Charles X.

22 h 35. FR3. L'art sous le Second Empire. L'émission, réalisée par Dominique Delouche, abordera divers aspects de l'art de cette époque : l'art officiel, la satire, l'urbanisme, l'art et l'argent, l'art social, etc.

Mercredi 10 août

22 h 25. A2. H.I.L.A.R.E. et les autres. Un robot doté d'une caméra vidéo correspondant aux facultés visuelles de l'homme.

22 h 30. FR3. Queimada. Film de Gillo Pontecorvo avec Marlon Brando. Dans une île des Caraïbes, au XVI e siècle, les Anglais cherchent à mettre fin au monopole de la canne à sucre que détiennent les Portugais, et pour cela ils fomentent une révolte des esclaves. Le film se réfère à des faits authentiques, à ceci près que c'était l'Espagne qui possédait cette île, et non le Portugal.

23 h 15. TF1. Un soir, une étoile. Une série d'émissions réalisées par Hubert Reeves, astrophysicien, auteur du livre **Patience dans l'azur.** L'émission de ce soir est consacrée aux quasars, ces objets quasi-stellaires situés aux confins de l'univers connu.

Jeudi 11 août

20 h 35. A2. Télévisions du monde. Soirée de la télévision brésilienne. **C'est dur d'être un homme.** Téléfilm brésilien. Problèmes du couple et féminisme dans le Brésil contemporain.

20 h 35. TF1. Film : **Les tribulations d'un Chinois en Chine,** d'après Jules Verne. Encore un vieux Belmondo ressorti des oubliettes, et pas des plus mauvais.

23 h 45. TF1. Un soir, une étoile. Y a-t-il de la vie sur Titan ?

Vendredi 12 août

21 h 55. A2. Apostrophes. L'émission de Bernard Pivot est consacrée à Stendhal, pour le deux-centième anniversaire de sa naissance. Avec René Andrieu (**Stendhal ou le bal masqué**), Béatrice Didier (**Stendhal autobiographe**), Michel Guérin (**La politique de Stendhal**), etc.

23 h 25. A2. Cinéma d'auteur : L'horizon. Avec Jacques Perrin. Un film qui dénonce la guerre de 1914-1918.

23 h 40. TF1. Un soir, une étoile : Les galaxies séniles.

Négociations armées en Amérique centrale

Vis-à-vis de l'Amérique centrale, les dirigeants américains manient parallèlement la menace militaire et la recherche d'une solution négociée.

Mais si jusqu'à présent ils s'étaient refusés à toute négociation directe avec les représentants de la guérilla salvadorienne, cette fois l'ambassadeur spécial et itinérant de Reagan pour l'Amérique centrale, Richard Stone, vient de rencontrer un représentant de la guérilla salvadorienne en présence d'un dirigeant du régime sandiniste en place au Nicaragua.

Et cela au moment même où, par ailleurs, les Etats-Unis décidaient d'effectuer des manœuvres militaires d'une ampleur exceptionnelle au Honduras. Il a ainsi envoyé là un corps expéditionnaire dont le rôle officiel est de dissuader Cuba et le Nicaragua d'envoyer des troupes à la guérilla salvadorienne, mais qui peut intervenir à tout moment soit au Salvador, soit contre le Nicaragua.

C'est que les dirigeants américains, s'ils cherchent à négocier non seulement sur le problème du Salvador mais sur celui de l'ensemble des pays d'Amérique centrale, entendent bien le faire dans la meilleure position de force possible. C'est-à-dire en continuant à menacer le régime nicaraguayen issu en juillet 1979 de la révolution sandiniste, en continuant à aider, directement et indirectement, les forces armées des régimes qui, au Salvador bien sûr, mais aussi au Guatemala, combattent les mouvements de guérilla.

Mais là, Reagan et les siens ont bien dû constater que la politique du gros bâton ne suffit plus pour maintenir l'Amérique centrale sous leur botte.

La misère extrême à laquelle l'impérialisme américain soumet ces pays en a fait une véritable poudrière. Même avec le soutien américain dont elles bénéficient, les dictatures à la solde de Washington ne parviennent pas à endiguer le flot de la révolte. D'autant plus que l'exemple de Cuba et celui, plus récent, du Nicaragua, sont autant d'encouragements pour les opprimés des pays voisins à résister à l'emprise des impérialistes américains et de leurs alliés locaux. Et si un règlement n'intervient pas dans un avenir plus ou moins proche, rien ne dit que le régime dictatorial du Guatemala ne s'enlisera pas dans la guerre civile, comme cela s'est produit au Nicaragua et comme cela se produit au Salvador. Rien ne dit non plus que le régime du Honduras ne se trouvera pas un jour menacé.

Par ailleurs d'autres raisons poussent sans doute aussi Reagan à faire des gestes montrant sa volonté de négocier. C'est que la perspective d'un engagement militaire direct suscite une opposition aux Etats-Unis même. Au Congrès, parmi les représentants démocrates. Et également dans les rangs républicains. Le Vietnam est encore proche. Et même si une bonne partie de l'opinion américaine n'est pas en désaccord avec Reagan quand il parle de la menace communiste qui pèse en Amérique centrale (« *Les Soviétiques et les Cubains opèrent d'une base qui s'appelle Nicaragua : c'est la première agression communiste contre le continent américain* », a-t-il récemment déclaré), la population n'est pas prête à subir un autre enlisement avec ce que cela représente de sacrifices en vies humaines, et en argent. Les troupes américaines sont restées des années au Vietnam... rien ne prouve qu'elles ne rencontreraient pas la même résistance sur le continent américain. Et rien ne prouve surtout que cette intervention se solderait cette fois par une victoire de l'impérialisme américain.

Alors un règlement négocié est-il en vue au Salvador et dans l'ensemble de l'Amérique centrale, et dans quels délais ? Ou est-ce la logique de l'engrenage guerrier qui prévaudra chez les dirigeants de l'impérialisme américain ? On ne peut pas le savoir. Mais ce que l'on peut tout de même mesurer, c'est la force que représentent les populations quand elles se battent et se soulèvent contre les dictatures et les dirigeants du monde impérialiste qui les exploitent. Car dans tous ces pays d'Amérique centrale, on voit de petits peuples affronter les pires dictatures, défier l'impérialisme américain. On les voit gagner comme au Nicaragua, marquer des points comme au Salvador. Et c'est dire la force que représenteraient les exploités s'ils unissaient leurs forces, non seulement dans les pays d'Amérique centrale mais à l'échelle d'un monde dont ils constituent l'écrasante majorité.

A. VICTOR

L'essence moins chère ?

Scandale ! dit le gouvernement

Les frères Leclerc poursuivent leur campagne de prix discount en s'attaquant maintenant aux articles à prix imposé : les livres, l'essence, le tabac, et bientôt les articles de parapharmacie (aliments pour bébés, produits de beauté, etc.). Ils se heurtent au ministère des Finances qui a ouvert les hostilités à propos de l'essence. Depuis le mois de juin, les centres Leclerc ont décidé de pratiquer des rabais de 25 à 30 centimes au litre. Le ministère n'a pas tardé à lancer un rappel à l'ordre et à demander « *le respect des limitations des rabais... indispensable au fonctionnement d'un réseau de distribution adapté* ».

Voilà donc le gouvernement qui d'un côté prétend lutter contre la hausse des prix et de l'autre menace de sanctions ceux qui vendent moins cher !

Qui donc Delors protège-t-il ainsi ? Les consommateurs ? Certainement pas. Le petit concessionnaire ? Pour l'occasion, on n'a pas manqué de faire valoir que les petits concessionnaires ont des difficultés financières et que la présence d'une grande surface qui pratique des prix discount peut les contraindre à mettre la clé sous la porte. C'est possible. Mais en réalité il y en a bon nombre qui ont aussi abandonné le métier sans qu'il y ait pour eux la moindre concurrence de telles grandes surfaces. C'est en premier lieu parce que les grandes compagnies pétrolières n'accordent qu'une marge bénéficiaire dérisoire au pompiste que beaucoup de postes à essence ont dû fermer. Si le ministère des Finances entendait réellement sauver les petits concessionnaires, il demanderait aux compagnies pétrolières d'augmenter la marge bénéficiaire des détaillants. Mais cet aspect de la question n'est jamais évoqué.

Quand les services de Delors s'inquiètent du bon fonctionnement du réseau de distribution, c'est bien plus des gros que des petits qu'ils se soucient, des compagnies pétrolières qui veulent maintenir leurs profits et voient d'un mauvais œil la politique menée par Leclerc. De même, quand il entend interdire la vente du tabac au rabais, ce sont les super-taxes que perçoit l'Etat que le ministre des Finances vise à préserver.

Depuis l'initiative des centres Leclerc, les organisations représentant les supermarchés et hypermarchés se sont prononcés en faveur d'un déplafonnement du rabais sur l'essence qui pourrait, selon leurs estimations, aller jusqu'à 20 centimes au lieu des 10 autorisés aujourd'hui. Preuve que l'essence moins chère, c'est possible, car ces gens-là, malgré leurs publicités, n'ont pas coutume de faire des cadeaux à la clientèle.

On peut dire que Leclerc est, après tout, un capitaliste comme un autre, et dans tous les reportages de la presse sur son compte, il fait volontiers état de ses affaires très florissantes. Ses confrères le traitent en chien galeux de la profession parce qu'il fait ses profits en franc-tireur, au détriment des autres. Il ne fait là qu'appliquer une des sacro-saintes règles de l'économie capitaliste. L'affaire montre en tout cas que le grand commerce bénéficie de tout l'appui des pouvoirs publics pour protéger les super-profits réalisés sur le dos du consommateur. Dans ce cas-là, Delors se prononce ouvertement contre la concurrence.

Hélène DURY

Que coûte donc une forêt ?

Plus d'une centaine de feux dans les massifs forestiers des départements méditerranéens, entre les Pyrénées et la frontière italienne et en Corse, quelques autres en Bretagne : la journée du 3 août a, comme bien d'autres cet été, été marquée par de très nombreux incendies.

Les éléments climatiques : la chaleur, la sécheresse et le vent, ne sont bien sûr pas seuls en cause. « *Au moins 90 % des feux sont d'origine humaine* », a déclaré le directeur de la Sécurité civile. Celui-ci a estimé que les mises à feu criminelles avaient déclenché durant la seconde quinzaine de juillet 300 incendies dans les douze départements méditerranéens et 200 en Corse.

Le rôle des incendiaires animés par l'esprit de vengeance, des intentions spéculatives (suppression d'un espace non-constructible) et tout simplement des pyromanes, a été souvent dénoncé. Mais il est vrai qu'on ne peut pas confisquer toutes les boîtes d'allumettes et les briquets ou placer un pompier derrière chaque arbre.

Toutefois, on évoque moins souvent le rôle, essentiel selon les spécialistes, que jouent dans la propagation des feux les sous-bois mal entretenus. Le ramassage des branchages, le débroussaillage demanderaient certes des bras. Ils ne seraient pas « rentables », au sens où on l'entend dans cette société, c'est-à-dire susceptibles de rapporter un profit suffisant à des entrepreneurs. Mais les vies humaines mises en danger, le ravage des forêts, les arbres partis en fumée faisant place à des paysages noircis pour des lustres, quel en est le coût ? L'a-t-on jamais chiffré ?

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995.